



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
 - de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
 - de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
 - de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
 - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
 - de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
 - * la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - * la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
 - * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
 - * la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
 - * la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
 - de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
 - de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - du Code pénal;
 - de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
 - de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
 - de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
 - de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
 - de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
 - de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
 - de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)
 - Discussion générale (suite): M. Henri Kox, M. Roy Reding (interventions de M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen), M. Eugène Berger, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Michel Wolter, M. Gilles Roth)
 - Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)
 - Amendement 3: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'amendement 3 (rejeté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel, M. le Ministre Etienne Schneider
 - Motions: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Eugène Berger), M. Claude Wiseler
 - Votes sur les motions 1 et 2 (rejetées)

3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
 - M. Laurent Mosar
 - M. Marc Angel (motion renvoyée en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ech maachen d'Setzung erëm op a spuere mer déi traditionell Fro a ginn direkt d'Wuert weider un deen nächste Riedner, deen den Här Henri Kox ass. Ech erënneren drun, dass mer mëtten am Débat sinn iwwert d'Steierreform.

2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget

des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
 - * la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - * la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
 - * la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
 - * la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
 - * la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et

- exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)
 - Discussion générale (suite)
 - M. Henri Kox (déi gréng).- Här President, Merci. Léif Kolleeeginnen a Kolleeegen, wéi de Projet vun der Steierreform Ufank des Joers virgestallt ginn ass, gouf vu ville Leit gesot: „Dat do ass jo keng gréng Steierreform.“
- Léif Kolleeeginnen a Kolleeegen, déi Leit, déi dat deemools gesot hunn, an déi Leit, déi dat och vläicht haut nach gesot hunn, hu recht! Mä, et ass net nëmme keng gréng Steierreform, et ass



och keng rout Steuerreform, et ass och keng blo Steuerreform: Et ass eng Steuerreform fir eist Land! Et ass eng Steuerreform fir eis Biergerinnen a Bierger!

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Am Regierungsprogramm ass Folgendes iwwert d'Steuerreform ze liesen - ech zitëiere kuerz: «Le Gouvernement modernisera le système redistributif de notre pays. Pour donner une réponse aux défis de notre société sur le plan familial, social et écologique le Gouvernement réalisera une réforme fiscale combinée à une réforme des transferts sociaux et familiaux.»

D'Steuerreform ass also eng vu villen Äntwerte vun eiser Regierung op déi sozioekonomesch an ökologesch Erausforderunge vun haut hei zu Lëtzebuerg. Si ass e Resultat vun enger enker a ressortiwwergräifender Zesummenaarbecht vun deenen dräi Regierungsparteien. déi gréng sinn der Meenung, dass et eng gerecht a sozial Steuerreform ass, déi och e wichtigen Duerchbroch a puncto ökologesche Lenkungs-mesurë beinhalt.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Sozial ass d'Steuerreform, well se virun allem deenen ënnert d'Ärm gräift, déi et am meeschte brauchen. Et sinn dëst, ënner anerem, d'Famille-monoparentalen, oft elengerzéiend Fraen, d'Wittfraen an d'Wittmänner an déi Jonk, déi op der Sich no enger eegener Wunneng sinn.

Gerecht ass d'Steuerreform, well mat hir d'Steuertabell ugepasst gëtt, de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt a souwuel de Crédit d'impôt wéi och de Spëtzezteiersaz erhéicht ginn. Gerecht ass se awer och, well endlech wichtig Moossname géint d'Fraude fiscale, also d'Steierhannerzéiung, wäerte sënnvoll ënnerholl ginn.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Ökologesch ass d'Steuerreform, well se en Duerchbroch bei den ökologesche Lenkungs-mesurë fënn. Et ass fir d'Éischt hei am Land, dass d'Ökologie an enger Steuerreform iwwerhaupt emol eng Roll spillt. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter a kohärenter Émsetzung vum Regierungsprogramm am Beräich vum Émwelt- a Klimaschutz.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Nieft engem Duerchbroch ass et awer gläichzäiteg en Ufank vu Mesuren, déi en direkten Effekt op d'Verhale vun de Leit am Mobilitéitsberäich wäerten hunn. Ech wäert méi spéit a menger Interventioun nach eng Kéier am Detail op d'Mesuren an deene verschiddene Beräicher ze schwätze kommen.

Ech wëll awer elo schonns virgräifen, andeems ech drun erënneren, dass déi verschidde Mesurë vun der Regierung an de Beräicher Sozial- an Émweltpolitik sech natierlech net just op dës Steuerreform beschränken. Et ass eng Steuerreform, wou d'Richtung stëmmt, mat enger konkreter Äntwert op d'Erausforderunge vun haut. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass se eist Land mat klengen, awer ganz rich-tegen a wichtige Schrëtt, virun allem mat ganz geziilte Schrëtt no vir wäert bréngen. Steuerpolitik ass eng Saach, Budgetpolitik mat de rich-tegen Akzenter an den eenzelne Ressorten ass déi aner Saach.

Eng kohärent a ressortiwwergräifend Politik ass deemno gefuerdert. E gutt Beispill, fir dës Kohärenz ze illustréieren, fënn een am Mobilitéitsberäich, op deen ech herno nach eng Kéier méi am Detail wäert agoen. Hei wäerte mir op där enger Säit mat dëser Steuerreform Lenkungs-moossnamen duerch de Bonus-Malus-System betreffend de Schadstoff aféieren. Zweetens, op där anerer Säit schafe mer Ureizer fir eng méi nohaltege Fërderung vun emissionsaarmen Autoen a Vëloen. An drët-tens a parallell dozou schaaft eis Budgetpolitik déi néideg Moyene fir en nohaltege Mobilitéitsberäich duerch e massiven Ausbau vun den effentlechen Transportinfrastrukturen. Ënnert dëser Regierung flësse bekanntlech zwee Drëttel vun den Investitiounen am Beräich vun der Mobilitéit an den effentlechen Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dëser méi allgemenger Introduktioun wëll ech meng weider Interventioun a véier Kapitelen andeelen. Éischtens wëll ech e Bléck op d'Situatioun werfen, wéi se virdu war, wéi dës

Regierung hei ugefaangen huet. Ech wëll e Bléck op d'Defiziter werfen an d'Retarden, déi et a ville Beräicher gouf.

Zweetens wäert ech eng kuerz Analys iwwert d'Steiersystemer am Allgemenge maachen, e bëssen en theoreteschen Deel, fir ze soen, u wéi enge Stellschrauwen een iwwerhaupt därff a kann dréien.

An drëtzens wëll ech natierlech op de Volet vun der Steuerreform selwer agoen, wou ech déi eenzel Mesuren nach eng Kéier wëll erklären, ier ech dann zum Schluss bei menge Konklusiounen nach eng Kéier de Standortfacteur am Allgemenge vu Lëtzebuerg wëll erklären.

Zum éischte Punkt vu menger Ausféierung. Wéi dës Regierung 2013 d'Heft an d'Hand geholl huet, goufen et eng ganz Rei vun Defiziter, dëst a ville Beräicher an a ville Politikfelder. Defiziter, déi awer schonns laang bekannt waren, op déi schonns laang hätt misse reagéiert ginn. Defiziter an der Budgets-, Finanz-, Sozial-, Landesplanungs-, Émwelt- a Klimaschutzpolitik, fir nëmmen déi ze nennen.

Dësen Émstand huet derzou gefouert, dass d'Erausforderungen direkt am Ufank vun dëser Legislatioun enorm waren. Unhand vum Beispill eleng aus der Émwelt- a Klimaschutzpolitik wëll ech e puer där Defiziter hei opzielen.

An der Émweltpolitik huet dës Regierung eng ganz Rei vun ongeléiste Problemer virfonnt, Problemer, déi awer och schonns laang thematiséiert goufen a wou sech d'Retarde schlussendlech déck opgestaut hunn. Ech denken hei besonnesch un d'Drénkwaasserschutzzonen an un d'Ofwaasserproblematik. De Retard am Beräich vun dem Bau vun neie Kläranlagen ass enorm gewiescht, soudass mer haut nach all Dag 2.800 Euro Strof op Brëssel mussen iwwerweisen, well verpasst gouf, an d'Ofwaasserbehandlung ze investéieren.

Och am Beräich vun der Klima- an Energiepolitik hate sech Defiziter ugeheeft. Dëst huet ënner anerem derzou gefouert, dass mer eis an der Klimapolitik hu misse fräikafen, well mer eisen Obligatiounen, fir klimaschiedlech Gasen ze reduzéieren, net nokomm sinn. Och do huet dës Regierung misse Gas ginn, fir dës Retarden opzehuelen.

Sou wéi et ausgesäit, wäerte mir d'Reduktiouns-ziler vu Klimagase fir 2020 anhalen, dëst ouni een Euro mussen auszeginn, fir eis fräizekafen. D'Klimaschutzpläng 2030-2050 loosse mer net an den Tiräng leien, mä d'Preparatiounen ginn aktiv vun dëser Regierung ugepaakt, fir den Ziler vum Paräiser Klimaaccord gerecht ze ginn.

Ech verweisen och gären op mäi Klimarapport vum leschten Dezember, wou mir als Chamber an dësem Beräich eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent hunn. Déi gréng Fraktioun ass och dofir méi wéi frou, dass endlech d'Tanktourismus-tud um Dësch läit. Eng Etüd, déi ganz kloer opweist, dass d'vollekwirtschaftlech Käschten, besonnesch am Beräich vun der Émwelt an an der Gesondheet, méi grouss sinn, wéi déi kuerzfristeg Finanzgewënner. Et ass dëst iwwregens eng Etüd, déi jo bekanntlech op eng eestëmmege Motioun vun 2005 op Ufro vun der grénger Fraktioun zrëckgeet, déi awer eréischt vun dëser Regierung an Opdrag gi ginn ass a presentéiert gouf.

Dës Regierung wäert och derfir suergen, dass et hei net zu engem zweeten E-Commerce-Debakel wäert kommen. Déi finanztechnesch Wei-che mussen a wäerten esou gestallt ginn, dass och wichtig Aspekter an de Beräicher Gesondheet, Klima an Émwelt wäerte berücksichtegt ginn.

Et goufen also eng ganz Rei vun Erausforderungen, op déi dës Regierung huet misse reagéieren, schnell reagéieren, op ganz ville Punkten a Politikberäicher gläichzäiteg. Ouni eng enk verzahnten Démarche kënnen déi Dé-fie kaum geléist an ugepaakt ginn. Dës Regie-rung huet et fäerdegbruecht, eng Verzahnung op ville Punkten a Politikberäicher ze erreechen. D'Kohärenz vun de Politicken ass fir mech, fir eis Gréng déi richteg Äntwert.

D'Steierpolitik ass dofir aus eiser Siicht just nëmmen een Element, en Deel vun enger Gesamtstrategie, e wichtigen, awer net ausschliesslechen Deel, ee vu ville Schrëtt. E muss dofir Hand an Hand mat der Budgetpolitik a mat sämtlechen anere Politikfelder goen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ier ech zu den eigentleche steierpoliteschen Annerungen an dëser Steuerreform wëll kommen, wëll ech am drëtten Deel vu menger Interventioun e bëssen op d'Theorie vun de Steieren agoen. Niewent den Aufgabe vun de Steieren ass et awer och wichtig ze wëssen, u wéi eng Schrauwen een de Schlëssel uleet, wann ee sech un eng Steuerreform erumécht.

Steieren hunn aus heiteger Siicht dräi grouss Aufgaben an engem Rechtsstat ze erfëllen. Éischtens de Fiskalzweck. Den éischten an

hauptsächlechen Zweck vu Steieren ass et, fir d'Recettë vum Stat ze garantéieren a fir d'Dépendë vum Stat, also de Budget, kënnen ze decken. Dobäi geet et dorëms, fir Aufgabe wéi Sécherheet, Ausbildung, Infrastruktur an esou weider ze assuréieren.

Zweetens ass e ganz wichtigen Zweck, an dee kënnt och hei zum Drogen an dëser Steuerreform, den Émverdeelungszweck. D'Steiere ginn dann och derzou genotzt, fir Verfeelungen vun der Gesellschaft auszgläichen, e sougenannte Korrektiv, fir en Deel vun Akommes a Verméige méi gerecht opzedeelen.

An drëtzens ass den Zweck vum Lenkungsberäich. E Lenkungsprinzip huet zum Zil, gesellschaftlech net erwünschte Verhalensmuster ze beaflossen. Zum Beispill gëtt duerch eng héich Tabaksteuer ersicht, d'Fëmmen anzedämmen. De Lenkungsprinzip kritt besonnesch bei ökologesche Gesiichtspunkten ëmmer méi Bedeutung, wéi zum Beispill beim sougenannte Pollueur-payeur-Prinzip, also dem Verursacherprinzip. Wien eng gemeinsam genotzten Émwelt verschmotzt, dee muss der Allgemengheet déi Émweltbelaaschtung kompenséieren.

Eng erfollegräich ökologesch Lenkungs-mesure ass dann och eng gutt Measure, wa se no an no ëmmer manner Revenue generéiert. Dat ass nämlech e Bewäis derfir, dass d'Mesure gräift an dass och effektiv eng Annerung an de Verhalensmusteren vun de Verbraucher stattfonnt huet. Steiermesurë mat ökologesche Lenkungsprinzip mussen dofir regelméisseg hannerfrot, analyséiert an adaptéiert ginn.

Erlaabt mer hei, dann awer e bësse méi op den Detail vun dem Fiskalzweck anzegoen. Steiere spigelen dee Moment d'Situatioun an engem Land zrëck a beschreiwen den allgemengen Zoustand vun deem Land. Geet et dem Land méi schlecht, sinn eng Rei Moossnamen an Adaptatiounen net méi ze vermeiden. Kuckt ee sech déi sëllechen Defiziter a Retarden un, déi dës Regierung 2013 opfonnt huet, dann ass eng Regierung scho bal gezwongen, Kurskorrektur virzehuelen.

Wann dann och nach eng international Kris mat wirtschaftlechen Abrëch derbäikënn a verschidde steierlech Ausfäll am Virfeld net anticipéiert goufen, wéi dat am Beispill vum E-Commerce geschitt ass, da si finanziell Aschnëtter net ze vermeiden, an d'Fiskalschrauf, déi zoudréit, net ze vermeiden.

D'Situatioun ass de Moie ganz eendeitig hei vum Här Bodry eng Kéier erkläert ginn, wéi d'Situatioun a wéi e Wirtschaftswuesstum deemools opzeweise waren.

Am Umkehrschluss heescht dat awer och, dass, wann et engem Land besser geet, wann d'wirtschaftlech Situatioun an d'wirtschaftlech Perspektiven erëm no uewe weisen an d'Moyenen do sinn, dann därff a kann och erëm un der Fiskalschrauf gedréit respektiv gelockert ginn. Dëst ass de Fall och vun der Situatioun, wéi mer se haut zrëckfannen, mat Wirtschaftsperspektiven, déi wäit iwwer 4% a 5% erausginn.

D'Kritäre vun dësem Lockere solle dann awer wueliwwerluecht sinn, an déi dräi virgenannte fiskalpolitesche Elementer soll berücksichtegt ginn. Si mussen deemno enger nohalteger, gerechter, selektiver a wettbewerbsfähiger Politik gerecht ginn. Niewent dës reng steierpolitesche Kritäre mussen se, wéi gesot, virdu mat enger kohärenter Budgetpolitik ënnerstëtzt ginn.

Ausgeeënd vun dësen nohaltegen, gerechten, selektiven a wettbewerbsfähige Kritären, fällt et mer dann émsou méi licht, déi eenzel Moossname vun dëser Steuerreform méi am Detail ze analyséieren, well se aus grénger Siicht dës fiskalpolitesche Kritäre vu virdu an gerecht ginn an déi dräi Elementer berücksichtegen, wéi de fiskalen Opwand, wéi d'sozial Selektivitéit an d'Émverdeelung an den ökologeschen Emlenkungsprinzip.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimat kommen ech dann zu dem véierten Deel an zu den eenzelne Mesuren, esou wéi se haut schon emol presentéiert gi sinn. Nodeems meng Virriedner dat och ausféierlech gemaach hunn, erlaabt dës Geleeënheet, der Rapportrice elo emol nach fir de gudden an ausféierleche mëndleche wéi schréffleche Bericht vun de Moie Merci ze soen. Si ass och ausféierlech op déi Punkten agaangen, soudass ech mech éischer op déi méi sozial an ökologesche Gesiichtspunkten dann hei beschränke wëll.

Firwat ass dës Steuerreform eng sozial Steuerreform? Firwat? Éischtens, well mat dëser Steuerreform de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt an d'Kafkraaft domadder an d'Luucht gesat gëtt. Dëst heescht awer net, dass, wéi an der Vergaangenheet, bei dëser Steuerreform mat der Strenz ausgedéelt gëtt. Wou fréier jiddweren alles krut, gesäit ee bei dëser Reform kloer, dass d'Regierung en Effort gemaach huet, fir

d'Steieviirdeeler dohinner ze lenken, wou se am meeschte gebraucht ginn, nämlech bei d'elengerzéiend Elteren a bei d'Leit mat deem klengsten Akommes.

Fir dës Leit wäert virun allem de Crédit d'impôt salarial e positiven Impakt hunn. Dës Negativsteuer gëllt nëmme fir d'Aarbechtsakommes a wäert derfir suergen, dass Leit mat wirklechem klengem Akommes vun der Reform profitéieren, ouni dass dobäi eng classesch sozial Stigmatisatioun bedriwwwe gëtt.

De Crédit d'impôt salarial gëtt vun 300 op 600 Euro bis zu engem Joresakommes vu 40.000 Euro verduebelt a geet dann ab dësem Montant degressiv erof, fir da bei engem Joresakommes vun 80.000 Euro op null auselafen an net méi weider iwwert d'ganz Steiertabell weiderlaffe gelooss ze ginn.

Ech wëll hei och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mir bei dëser Steuerreform de Spëtzezteiersaz wäerten hiewen. Dat heescht, dass et an Zukunft zwee zousätzlech Steiersätz fir d'Leit mat ganz héijem Akommes wäerte ginn; ee bei 41% an en zweete bei 42%. D'Steieren op dem Akommes ginn also méi progressiv.

D'Reform beinhalt dann och wichtig Moossnamen am Logementsberäich. Als Éischt emol wäert no der Reform d'Halschent vum Revenu locatif steierfräi sinn, wann d'Wunneng iwwer eng Agence immobilière sociale verlount gëtt, déi a ganz ville Beräicher an de Gemenge mëttlerweil berücksichtegt gëtt a praktesch flächendeckend deemnächst am Land wäert agesat ginn, soudass doduerch eng Rei vu Wunnengen méi schnell a méi selektiv op de Marché wäert kommen.

Duerch d'Reform wäert awer och de Besëtz vun enger eegener Wunneng gefërdert ginn, besonnesch fir déi Jonk. Fir Leit ënner 40 Joer wäert de Plaffong, fir d'steierlech Ofschreiwung um Épargne logement ze maachen, an d'Luucht gesat ginn, an dëst vun haut 672 op 1.344 Euro. Och d'Ofsetzbarkeet vun Hypothéikzënsen geet an d'Luucht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat am Ufank vu menger Ried gesot, dass d'Steierreform an den Ae vun deene Grëngen och eng gerecht Steuerreform ass. Dëst beweist op där enger Säit schonns de Fait, dass d'Steiertabell wäert méi progressiv ausgesinn duerno.

Op där anerer Säit wëll ech dann awer och ervirhiewen, dass déi optionell Individualiséierung wäert derzou bäidroen, dass bestuete Koppelen hire Steierbäitrag kënnen gerecht a proportional op déi zwou Steierkaarten opdeelen. Doduerch entsteet dann och en Ureiz, fir dass béid Partner enger bezuelter Aarbecht no-ginn. An dës Measure kann deemno oft gender-bedéngte strukturelle Problemer entgéintwieren.

Zur Steiergerechtkeet gehéiert awer och de Kampf géint d'Fraude fiscale. An dësem Beräich ginn déi gesetzlech Ramebedéngunge verbessert an d'Personal vun der Steierverwaltung an der Justiz gëtt gezielt opgestockt. Dëst wäert derzou bäidroen, dass d'Steierhannerzéiung besser kann entlarvt ginn an dass eng konsequent stroferechtlech Enquête vun de Justizbeherde kann an d'Wee geleet ginn.

Ech hat virdu dann och vun engem Duerchbroch a vun engem Ufank am Volet Émwelt- a Klimaschutz geschwat. En Duerchbroch ass d'Reform, well mer fir d'Éischt iwwerhaupt gezielt ökologesche Lenkungs-moossnamen an eis Fiskaliteit matabezielien.

Fir déi gréng ass dës Reform awer och en Ufank, well mir iwwerzeegt sinn, dass dës Lenkungs-mesuren en éischten, awer immens wichtigen a richtige Schratt wäerte sinn, fir déi iwwerliefte Verhalensmuster an der Mobilitéit endlech an zäitgerecht Bunn zu bréngen.

Hei zu Lëtzebuerg si bal 50% vun allen Neumeldungen vun Autoen Dëngschtween. Dës ginn dem Employé vum Patron zur Verfügung gestallt a si meeschtens Leasingautoen, déi am Rhythmus vun dräi bis fënnf Joer erneiert ginn. Et sinn oft déck Autoen, déi en héije Sprittverbrauch hunn, a ville Fäll Dieselverbrauch, an deementspriedend och vill CO₂ a gesondheetlech schiedlech Stickoxider ausgestoussen.

Et mécht also absolutt Sënn, an dësem Beräich steierlech Lenkungsmanöver unzesetzen. Bis ewell goufen Dëngschtween mat 1,5% vun hirem Neiwäert besteiert. Mat der Reform wäert dës Prozentsaz an Zukunft folgendermoosse gestaffelt ginn: Op där enger Säit ginn Dieselautoe méi héich besteiert, op där anerer Säit wäert souwuel fir den Diesel- an de Bensinnsauto eng progressiv Besteuerung agefouert ginn, déi sech un den CO₂-Emissiounen orientéiert. Autoen, déi manner Emissiounen hunn, wäerte mander besteiert ginn. Well de Lëtzebuerger Dëngschtwonfuerpark sech prak-



tesch all dräi bis fënnef Joer vollstänneg erneiert, si mer iwwerzeegt, dass dës Mesure vu grousssem Erfolg wäert gekréint ginn an esou zu enger signifikanter Reduktioun vum Kuelendioxid a Schadstoffartikel wäert bäidroen.

Op där anerer Säit awer soe mer, dass d'Mesure och elo schonns en Erfolleg ass. Et ass nämlech keng Mesure, déi einfach vun uewen erof diktiéiert gouf, mä déi zesumme mat de Leasingfirmaen an den Händler aus dem Secteur ausgeschafft gouf.

Och d'Ofschreibungsméiglechkeete vu bis zu 5.000 Euro bei Elektro- an Hydrogengefrierer souwéi bis zu 500 Euro fir E-Bikes a Pédélec hunn an eisen Aen e wichtegt Lenkungspotenzial a sinn e Bewäis fir eng kohärent Politik am Mobilitéitsberäich.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ofschléissen, wëll ech awer nach e puer Wuert zum Standuertifacteur Lëtzebuerg verléieren. An den Diskussiounen ronderëm d'Steierreform ass vill doriwwer debattéiert ginn, ob d'Reform dann elo méi oder manner gutt fir eis Betriber wier oder ob de Standuert Lëtzebuerg mat eisem Steiersystem nach der Zukunft gerecht wier oder net.

Heizou wëll ech als Éischt emol bemierken, dass mir mat der Steuerreform sécherlech e gudden Schritt a Richtung vun de Betriber gemaach hunn. Ob dës Steuerreform awer elo eenzeg an eleng wäert ausschlaggebend fir eis Standuervirdeeler sinn, dorunner hunn ech awer meng Zweifel. Zu engem gesonde Wirtschaftstanduert gehéiert nämlech net nëmmen e kompetitiven Taux d'affichage, mä et ginn eng ganz Rei aner Aspekter, déi mindestens genee, wann net nach vill méi wichteg sinn, wéi d'Steieren.

Dozou gehéiert op där enger Säit politesch a sozial Stabilitéit. Dozou gehéiert awer och eng propper Émwelt, an där ee ka liewen a wou ee seng Fräizäit ka verbréngen. Dozou gehéiert propper Waasser. Dozou gehéiert en héichwärtegt Bildungs- a Weiterbildungswiesen, dat all Kand an all Mënsch d'Méiglechkeet gëtt, sech a sengem Liewen op intellektuellem wéi professionellem Niveau ze verwickelen. Dozou gehéieren natierlech och gutt Infrastrukturen an en ausgeräiften ëffentlechen Transport. Dozou gehéiert awer och eng héich Fiskalisierung vun de Lounniewekäschten, esou wéi dat jo bekanntlech de Fall hei zu Lëtzebuerg ass.

Dozou gehéiert eng héich entwéckelt kulturell Zeen an dozou gehéiert d'Méiglechkeet, fir d'Aarbecht, d'Familien, d'Privatliewe beschtméiglech matenee kënne ze verbannen. Dës sinn nëmmen e puer, awer wichteg Elementer, déi en direkten Afloss op d'Liewensqualitéit hunn an domadder och en Afloss op de Standuertifacteur Lëtzebuerg.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis all eens, dass een dës Facteuren net eleng duerch eng Steuerreform kann optimiséieren.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann elo zum Schluss vu menger Interventioun. déi gréng sinn der Meinung, dass mir mat dëser Steuerreform weiderhin an déi richteg Richtung schaffen. Mat der Steuerreform wäerte mir net nëmmen d'Kafkraaft vum Mëttelstand stäerken, mä deene Leit ënnert d'Aerm gräifen, déi sozial méi schwach do-stinn. Mir wäerte jonke Mënschen et e bësse méi einfach maachen, fir sech en eegent Doheem kënne ze leeschten.

Endlech lancéiere mir och konkret Mesurë géint d'Fraude fiscale an d'Steierhannerzéiung. Dobäi gi mer mat dëser Steuerreform awer och e wichtige Schritt op d'Betriber duer, andeems mir d'Kierperschaftssteuer stufeweis wäerten erofsetzen.

Zudeem wäert de Facteur Aarbecht souwuel op der Säit vun de Salarié wéi och de Betriber an Zukunft manner besteiert ginn. Ënner anerem e wichtige Grond heifir ass awer och deen, dass dës Steuerreform op en Neits beweist, dass dës Regierung de Klima- an Émweltschutz eescht hëlt. Si ass amgaangen, mat ville klengen, awer effiziente grénge Schrëtt eist Land op méi nohalteg Féiss ze stellen.

Dës sinn dann alles och Grënn, firwat ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dës Projet de loi ka ginn. Ech hunn awer gëschter nach eng Kéier kuerz d'Ried vu mengem Kolleeg François Bausch zu der leschter grousser, ëmfaassender Steuerreform nogelies, déi 2001-2002 hei gemaach gi war, eng Steuerreform ënner CSV-Responsabilitéit. Deemools hu mer Nee gesot.

E klengen, awer net onwichtige Verglach, firwat mer haut dann awer kënne derfir stëmmen: D'Steierreform ass deemools an enger konjunktureller Baisse gemaach ginn, bei 2% Wirtschaftswuesstum, no deemools engem 8 an 9%ge Wuesstum, dee mer virdrun haten.

Haut dogéint komme mer aus enger konjunktureller Baisse a ginn a Richtung vun enger héijer konjunktureller Phas, déi no 4% bis 5% ausgesäit.

De Spätzesteiersaz ass deemools op 38% erofgesat ginn. Haut gi mer mam Spätzesteiersaz erop. Deemools ass e vun 42% oder 43% ëm fënnf Prozentpunkten op 38% erofgaangen. Haut gi mer vu 40% op 41% an 42%. D'Betriebsbesteuerung gouf massiv erofgesat, deemools 8%. Haut gi mer ëm zwee respektiv dräi erof, awer am Zesummenhang mat enger Verbreederung vun der Steiertabell, dat heescht, all déi Diskussiounen ëm de BEPS an esou weider, och do. Deemools gouf et kee Crédit d'impôt, dee mer haut aféieren, kee selektiv agestallten. D'Gewerbesteier gouf ouni Ausgläich fir d'Gemengen erofgesat deemools vu 4% op 3%, wat ganz vill finanziell Aboussen an de Gemenge bedeiht huet. Haut, an d'lescht Woch hu mer d'Reform gestëmmt, gëtt dës Regierung nach eng Kéier 90 Milliounen an d'Déppe vun de Gemengen eran.

Deemools goufen eng Milliard Euro un d'Leit an eng Milliard Euro un d'Betriber ausginn. Den Apel fir den Duuscht ass innerhalb vun engem Gesetz ausgedeelt ginn an d'Schulde gi säitdeem an d'Luucht. Alles nozeliesen a mengem Budgetsrapport vum leschte Joer.

Dobäi gouf deemools esou mat der Strenz nach ausgedeelt, dass am meeschten nach ganz uewen...

(Interruption)

...dru profitéiert ginn ass. A vun enger ökologescher Steuerkomponent keng Spur. Haut dergéint, mat grénger Bedeelegung, hu mer eng Rei Verbesserunge kritt. Mir hunn zesummen...

(Interruption)

Mir hunn zesumme mat eise Kolleegen aus der Koalitioun eng nohalteg, gerecht, selektiv a wettbewerbsfäeg Steuerreform hei proposéiert.

(Interruption)

Mir sinn och ganz optimistes, dass déi ökologesch Lenkungsmoossnamen an dëser Steuerreform e spierbaren Impakt wäerten hunn. D'Lenkungsmesurë bei den Dénsgschween an d'Steuervirdeeler fir d'elektresch Mobilitéit an d'Véloe wäerten nämlech zu enger Entdieselung vun eisem nationale Fuerpark bäidroen an derfir schueren, dass mir eis CO₂- a gesondheetlech schiedlech Stickoxidemissiounen weider kënne reduzéieren. Dofir wäerten dës Mesuren och e positiven Impakt op d'Qualitéit vun eiser Loft hunn an zu enger besserer Liewensqualitéit bäidroen fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an hei wunnen.

Ech sinn der Iwwerzeegung, dass d'Statistiken aus dem Leasingsektor eisen Optimismus wäerte bestätegen, dës am Sënn vun engem Win-win-Zeenario fir d'Émwelt an eis Wirtschaft. Mir sinn dofir dann och der Meinung, dass et eng kleng, richteg Richtung ass a weiderhi geziilt op ökologesch Lenkungsmoossnamen nach muss gesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Präsident*.- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Här President, an den Zäiten tëschen de Jore soll een zäertlech sinn, sot deen deemolege Premier Jean-Claude Juncker den 19.12.2001, wéi hei am Haus eng aner Steuerreform debattéiert gouf. Leider Gottes ass et der ADR onméiglech, an dësem Dossier zäertlech mat der Majoritéit ëmzegoen.

D'Kolleegin Joëlle Elvinger sot: „Dës Steuerreform bréngt méi Gerechtegkeet.“ De Finanzminister Pierre Gramegna sot: „Et ass déi sozialste Steuerreform, déi jee gemaach ginn ass.“

(Interruption)

Dee Mythos, dass d'Steierreform gerecht oder sozial wier, wäerte mer hei widderleeën.

Fir d'Éischt awer muss mer zwee weider Mythe widderleeën, an dat sinn déi Mythen, déi d'Regierung an d'Welt gesat huet, nämlech dës Reform wier responsabel a si wier bezuelbar respektiv nohalteg.

Ouni der Budgetsdebatt wëlle virzepräifen, mä Fiskalpolitik ass nun eemol net vum Budget ze trennen, muss ee feststellen, dass de Finanzminister an dräi Joer eng Pirouette gedréit huet. Aus dem Paulus gouf e Saulus. Wéi hien ugetratt ass, war eisen Defizit bei ronn enger Milliard. An den Här Gramegna sot, hien hätt de Poste vum Finanzminister nëmmen ugeholl ënnert der Prämiss, ënnert der Bedéngung, dass den Defizit géif reduzéiert ginn oder souguer géif verschwannen. Sou huet hien eis allegueren heibannen an dem Vollek dobaussen erkläert, firwat datt 500 Milliounen misste méi era-kommen.

Dës Blutt- an Tréinerhethorik gouf ugewannt, fir e Bezuelpak duerchzusetzen, 0,5% Krisesteier anzeféieren an, last not least, d'TVA eropzesse vu 15% op 17%, wat 2016 ëmmerhin 300 Milliounen mécht, wat een einfach emol soll an de Kontext sette vun deene 400 bis 800 Milliounen, déi dës Reform kascht, jee no Chiffere.

Deemools hu mir als ADR eis heibanne besonnesch géint déi Erhéijung vun der TVA gestëmmt. Genausou wéi déi gréng an d'Sozialisten an hirem Wahlprogramm waren a si mir der Meinung, dass esou eng Erhéijung sozial net gerecht ass, well se all Mënsch trefft.

E Mindestlounempfänger, Här Gramegna, deen haut 38 Euro de Mount Steiere spuert, no Ärer Rechnung, krut deemools, wa mer dovun ausginn, dass en zwee Drëttel vu senger Pai ausgëtt fir Konsum - e muss jo liewen -, 27 Euro zousätzlech als TVA ofgehalen. Et bleiwen em also mat Ärer Steuerreform nach 11 Euro de Mount.

Deemools huet de Finanzminister eis erkläert, dass mer déi batter Pëll schlécke missten, well soss wier eist Land, seng Finanzen, seng Stabilitéit, säin Triple-A a Gefor. Haut, dräi Joer méi spéit, seet deeselwechte Saulus eis, et géif dem Land esou gutt goen, dass mer roueg kéinten d'nächst Joer am Zentralstat eng Milliard Defizit maachen, bis 2020 all Joer eng weider Milliard léine goen. An hie bretzt sech, eis Liquiditéit wieren esou gutt, dass se et géifen erlaben, dës Joer en Emprunt iwwer 400 Milliounen zrëckzebezuelen an 280 Milliounen un de Fonds monétaire ze iwwerweisen, ouni en neien Emprunt opzehuelen.

Do huet de Pirouetté-Pierre net gelunn. Mä en huet awer och net d'Wourecht gesot! Well en huet vergiess ze soen, dass déi 700 Milliounen bezuelt goufen doduerch, dass de Stat am Compte courant an de Keller gaangen ass. Elo kann ee soen: Dat war net domm, well Lëtzebuerg Triple-A ass a keng Zënse muss bezuelen. Mä et war awer och net éierlech! Well natierlech hu mer nei Scholden opgeholl. Déi 700 Milliounen, déi mer am Keller sinn, si genausou gutt Scholde wéi 700 Milliounen, déi mer als Emprunt opgeholl hätten. Dat ass d'Wourecht.

D'Wourecht ass, d'Keese sinn eidel, méi wéi eidel. Mir sinn op minus 700 Milliounen. Kee Sou huet de Stat op der Säit. All déi Fongen, vun deenen ëmmer rieds geet, Fonds du rail, Fonds des routes, déi a Budgete stinn, op Pabeier sti fir 15 Fongen 1,5 Milliarden, déi gëtt et net a Wierklechkeet! Et gëtt kee Spuerbuch! Déi Sue sinn net do. De Stat huet null Épargne, 11 Milliarde Scholden, en ass 700 Milliounen am Keller am Compte courant, an den Här Finanzminister schwätzt vu gudden Liquiditéiten. Bravo!

Haut kréie mer gesot, trotz deene Scholden a bei 4% Wuesstum kéint ee roueg eng 400- bis 800-Milliounen-Steierreform maachen, jee no den Zuelen Zentralbank/Regierung. Dat ass an eisen Ae weder responsabel nach nohalteg.

2001 bei där Steuerreform, déi hei schonn ugeschwat gouf, war d'Situatioun genau ëmgedréit. Et goufe kräfteg Iwwerschëss. Dat ass d'Wourecht. An, Här Kox, mir haten e Wuesstum 2000 vun 8,5% an 2001 vu 4,5%.

(Interruption)

Et waren also net Zäite vu Rezessioun. De Wuesstum ass erofgaangen, mä mir louchen do, mat deem Erofgoen do, wou mer haut no optimistesche Schätzunge leien.

(Interruption)

Deemools soten déi gréng, dat géif ze wäit goen, déi Steuerreform. Et war eng Steuerreform vun insgesamt 41 Milliarde Frang, dat heescht eng Milliard Euro, dat géif ze wäit goen, d'Qualitéit an d'Quantitéit vun ëffentlechen Dénsgschteeschunge wieren a Gefor. Hir fënnf Deputéierten hunn deemools als Eenzeg géint déi Steuerreform gestëmmt. D'ADR huet sech enthalen.

Si hate recht! Si hate recht, well an deene folgende Joren ass den Defizit komm am Statsbudget. Ab 2003 hate mer Defizit. Dat war awer net hir Clairvoyance, dat waren éischter d'Attentater zu New York an déi folgend Krisen. Trotzdeem war hire Constat fundamental richteg.

Da muss een awer haut dat an de Kontext setzen, wann d'Regierung haut bei gudder Wirtschaftslag weider Defiziter a weider Scholde mécht, amplat de Budget endlech an den Équiliber ze bréngen: Wat géif déi Regierung dann eréischt maachen, wann et eisem Land schlecht géif goen?!

Den Alex Bodry huet recht, jo, et soll een Investitiounen maachen. Do soll investéiert ginn. Mä et kann ee keng Steierkaddoe maachen, déi mat Prête finanziéiert ginn. Dës Reform ass finanz- a budgetpolitesch net responsabel. Et ass an eisen Aen e leschte verzweifelte Versuch,

sech déi verluere Gonscht vum Wieler zrëckzekafen. Mä d'Leit sinn net dupe a falen op déi Tricken an Zuelepillereien net eran.

Elo zum Mythos, dës Steuerreform wier gerecht oder souguer déi sozialste Reform, déi et jee gouf. Hei kann een dem Zuelekëschler Pierre Gramegna fir seng Kreativitéit nëmme gratuléieren. Hie sot op RTL - an dat war net gelunn, dat war emol eng Kéier net gelunn! -...

(Brouhaha général)

De qualifizéierte Mindestloun...

(Brouhaha général)

Ech zitieren de Verbatim: „De qualifizéierte Mindestloun, dee kritt eng Reduktioun vu 40%, den onqualifizierten eng Reduktioun vu 60%. Dat sinn déi, déi am meeschte profitéieren. Wa mer dann elo an de Mëttelstand ginn an do kucke mer een, dee 4.000 Euro de Mount verdéngt an der Steuerklasse 1, also net bestuet, dee wäert eng Steuererleichterung kréie pro Mount vu ronn 120 Euro. Ech mengen, domat versteet een, dass den Effort gemaach ginn ass, fir dass grad déi kleng an déi mëttel Paien am meeschte profitéieren. An duerfir ass dat heiten eng ganz sozial gerecht Reform.“

Souwäit den Här Gramegna. An den Här Berger huet an déiselwecht Kerb gehaen an huet dat widderholl. Si zitieren, dës Zuelekëschler, dës Ligener um Vollek,...

(Brouhaha général et exclamations)

...si zitieren eemol a Prozenter an eemol an absoluten Zuelen, wéi et hinne grad an de Krom pass!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech protestéieren dergéint, dass mir hei als Ligener vum Här Reding bezechent ginn! Net vum Här Reding!

► **M. Roy Reding** (ADR).- 21% Steuererleichterung fir de Mindestlounempfänger sinn 38 Euro de Mount!

► **Une voix**.- Si hu gemengt, et wiere besënnelech Deeg.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Déi 42% fir de qualifizéierte Mindestlounempfänger si 55 Euro de Mount. An en hätt och kënne soen, virum Abatement géif een, dee 15.000 Euro de Mount verdéngt, 125 Euro de Mount spueren oder 2%. Et muss ee kee Rechekëschler sinn, fir ze soen: Ech hu léiwiger Steiererspuernis vun 2%, déi 125 Euro ausmécht, wéi eng vun 61%, déi 38 Euro ausmécht an, wann een Är TVA-Erhéijung ofrechent, ganz genau 11 Euro.

Hei sinn esou vill Fallbeispiller genannt ginn. Mir wëllen net drop agoen. Mä kommt, mir rechnen einfach emol eng Kéier richteg!

De Mindestlounempfänger, do si mer eis eens, dee ka sech kee soi-disant Elektroauto, deen duerch Strom ugedriwwen gëtt, dee vu Kuelekraaftwierker, vun Atomkraaftwierker produzéiert gëtt, leeschten. En huet keng Zousazpensioun. Wéi géif e se finanzéieren?

(Interruption)

E ka keng Zousazpensioun ofschléissen. En huet kee Bausparvertrag. En huet keen Immobilienkredit. E beschäftigt wuel kaum eng Haushaltshëllef.

Wann een an de Genoss vun esou engem Abatement kënnt, spuert e maximal 24 Euro de Mount zousätzlech. An eise Mëttelständler, deen, allez, kommt, mir soen einfach emol 15.000, mir kënne och soen 10.000 Euro de Mount verdéngt, hie spuert de Mount 125 Euro, an da kommen d'Abattements derbäi.

(Interruption)

3.200 Euro Zousazpensioun,...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

...1.344 Euro Versécherung, 2.000 Euro Scholdzënsen, 5.400 Euro Haushaltshëllef, 5.000 Euro Atomstromauto. Dat si 16.944 Euro. Wann ech am héchste Steiersaz si mat 42%, spueren ech iwwer 7.000 Euro plus déi 1.500 duerch d'Reform. Dat sinn 8.600 Euro. Dat ass véiermol de Mindestloun, deen ech do am Joer spueren.

Ass dat sozial gerecht? Ech perséinlech si frou fir all Mënsch, dee manner Steiere muss bezuelen, fir schlecht Regierungspolitik ze finanzéieren. Mä ass et sozial gerecht, ass et responsabel, engem Mënsch, deen 180.000 Euro d'Joer verdéngt, eng Botzfra mat 2.268 Euro d'Joer ze subventionéieren oder säin Elektroauto mat 2.100 Euro, an dat amdeems de Stat Scholde mécht op d'Käschte vun den nächste Generatiounen?

Ech zitieren d'Joëlle Elvinger, eis exzellente Rapporteuse. Déi sot hei am Haus...



► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, très bien!

Si sot hei am Haus de 24. Abrëll 2014: „Et ass mir awer och als nach relativ jonke Mënsch wichteg, hei ze soen, dass mir zënter enger Rei Jore Suen ausginn, déi mir net hunn. Suen, fir déi mir musse Schold maachen. Schold, déi muss zréckbezuelt ginn, wann net haut, da muer, a wann net muer, dann iwvermuer!“

Weider sot d'Madamm Elvinger: „Wéini be-zuele mir déi Suen zréck? A wie bezilt se zréck? Sinn et déiselwecht Leit, déi elo vun den Dépensé profitéieren? Oder geet et net éischter op d'Käschte vun deenen, déi nokommen? Ech héieren esou oft de Begrëff «spueren» am Kon-text vun enger néideger Budgetskonsolidéie-rung. Mä geet et net a Wierklechkeet drëm op-zehalen, Suen auszeginn, déi mir iwverhaapt net hunn?“

Très bien, Madamm Elvinger! Dat war genau richtig! Dat ass de Punkt!

Déi Abbattemente profitéieren all klengem Loun-empfänger net. D'Botzfra profitéiert vu ken-gem Abatement, hire Patron awer kritt 2.268 Euro d'Joer vum Stat Subventioun. Deen een huet de Fanger am Mond, an deen aneren huet de Cash an der Täsch.

Dat ass d'Realitéit vun där soziaaleste vun alle Steierreformen, déi hei anscheinend soll ge-maach ginn! Dat ass déi wierklech Réalitéit! Dat ass déi Réalitéit, déi eis Regierung net méi kennt, net méi am A huet oder ganz einfach net méi versteet.

(**Interruption**)

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuer-dert, datt all déi Abbattementen...

An, meng léif Kollegee vun deene Gréngen, ech schwätzen hei och, wann et lech net ge-fält. Lauschtert lech einfach un, wat mir ze soen hunn!

(**Interruption**)

Schonns 2001... Ma et deet lech wéi. Eis deet et och heiansdo wéi, wann Dir schwätzt.

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuer-dert, datt all déi Abbattementen an e Crédit d'impôt ëmgewandelt ginn, wou all Mënsch d'selwecht dovun profitéiert, egal wéi héich säi Revenu ass. Dat wier eng tatsächlech Vereinfachung. Dat wier sozial gerecht. An dat wier eng wierklech Reform. Genausou wéi manner Steiersätz, eventuell eng Negativsteuer fir déi al-lerklengste Léin e wierklechen Ofbau vum Mët-telstandsböckel...

(**Interruption**)

Dir hutt jo den Avis vun der Zentralbank gutt gelies. Do gesitt Der, datt de Mëttelstandsböckel exakt bestoe bleift. E verréckelt zwee Millimeter no riets, mä e bleift bestoen.

(**Interruption**)

Mä Dir liest jo natierlech keng Avisé vun der Zentralbank, dat si jo Hännessen, déi net wës-sen, wouvun datt se schwätzen.

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.**- Elo geet et awer duer! Et ass net ze gleewen! Dat ass dach eng Frechheet!

► **Une autre voix.**- Dat ass eng Zoumudung.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Individualbesteie-rung, sot Der, géift Der aféiere parallél zum Pacs. Mir wëssen, datt am Pacs keng effektiv a richtig Individualbesteuerung stattfënnt. Den Här Berger sot éierlecheethalber: „Et ass eng éischt Etapp.“

Effektiv, wann ee wëllt eng richtig Individual-besteuerung hunn, muss een aner Mesuren aféieren. Mesuré fir déi Leit, déi, am-plaz schaf-fen ze goen, sech doheem ëm d'Kanner a Fa-millje këmmen, sinn e Kärsäck vun der ADR hirer Familljepolitik. An an deem Kontext si mir fir eegen, individualiséiert Sozial- a Renterech-ter an eng wierklech individuell Besteuerung, fir datt dee Revenu steuerlech neutraliséiert gëtt.

E kuerzt Wuert zu de Wittleit. Wéi d'Pétitionnai-ren hei waren, krute se vun all Mënsch op d'Schëller geklappt, a se ware frou a sinn heemgaangen a se duechten: Elo geschitt ep-pes. De Pierre Gramegna war alt emol nees eng Kéier deen eenzegene Eierleche vun der Majoritéit,...

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Roy Reding** (ADR).- ...wéi hien hinnen op de Kapp zou sot, si sollte frou sinn, iwver-haapt déi Iwwergangsfrist vun dräi Joer ze

hunn; am Ausland wier dat manner. Dat war esou. Ech mengen, den Här Gramegna kann dat bestätegen.

(**Brouhaha et hilarité**)

D'Wittleit sinn definitiv net déi, déi hei vun der Géisskan profitéieren.

(**Interruptions diverses**)

Här President, wann d'Regierung sech be-rouegt huet, kann ech vläicht virufueren.

(**Interruptions diverses et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...d'Wittfraen, déi laachen net!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dir hutt ganz eleng d'Wuert, Här Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, ganz richtig, ganz richtig, Här Gibéryen.

► **Une voix.**- Liest d'Steiergesetz! Här Gibéryen, liest d'Steiergesetz!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Kol-leegen!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här Gibéryen, déi wiere frou, wa se dat hätten, fir dat Dir lech hei an der Chamber agesat hutt fir d'Pensiou-nen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Wann ech gelift, mir sinn hei am Parlament, wou jiddwereen d'Recht huet - wou jiddwer-eeen d'Recht huet -, fräi ze soen, wat en denkt, och wann et eis net gefält, wa Verallgemeinge-rungemaach ginn, dass d'Leit als Ligener duergestallt ginn. Mä mir sinn am Parlament an den Här Reding huet d'Recht, dat hei ze soen, wat en denkt.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- A mir hunn d'Recht, dat dovun ze denken, wat mir fir richtig fannen.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Här President, ech soen lech villmools Merci fir déi Prezisioun. Et gëtt nach eng Plaz op der Welt, wou et eng Meenungs- an eng Riedefräiheet gëtt, an dat ass hei d'Chamber.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Roy Reding** (ADR).- De Wittfraen an de Wittmänner hir Liewenshaltungskäschte gi mam Doud vun hirem Partner kaum erof.

Den Entretien vum Haus bleift deeselwechten, d'Hëtzes och, d'Assurancen och, d'Poubelle, d'Gemengentaxen an esou weider an esou fort. Enger drastescher Reduktioun vun hirem Revenu steet kaum eng Reduktioun vun hiren Dépensé géintiwwer. An da schloen och nach d'Steieren zou.

Natierlech gëtt et Wittleit, déi esou gutt do-stinn, datt se net doduerch an Nout geroden. Mä et gëtt eben och eng Hällewull anerer. Si sinn d'Laissés pour compte vun där Reform a si wëssen et. D'Petitioun war trotzdem net ëmsoss, well zumindest eemol ëffentlech hei diskutéiert ginn ass, wéi eng Situatiounen et hei am Land gëtt, wat fir eng Situatiounen be-stinn. An zumindest d'Immunisation vun de Weeserente war e positiven Effekt vun där Peti-tioun.

E leschte Punkt. Hei goufen déi Jonk oft ge-nannt, déi an der sougenannter „rush hour“ vun hirem Liewe wieren. Si solle profitéiere vun Abbattementen, zum Beispill duebeler steier-lecher Ofsetzbarkeet vun de Bausparverträg.

Vergiess gouv, datt vill Jonker net an der „rush hour“ stiechen, mä am Stau. Si hunn entweder kee Revenu, keng Aarbecht oder esou weineg Loun oder Gehalt, datt si am Dram net kënnen drun denken, zum Beispill e Bausparvertrag of-zeschléissen. Si kréie keen Immobiliekredit. Si musse loune goen. A si kréien d'Enner um Enn vum Mount knapps beieneen. Deene Leit hël-lefen déi 38 Euro oder, no Ofzuch vun Ärer TVA-Erhéijung, 11 Euro häerzlech weineg. Et hëllef, et sinn 11 Euro méi. Mä si profitéieren net vun deenen „Rush-hour“-Mesuren, déi hei an d'Fenster gesat ginn.

Wa se da mat 30 oder 35 Joer, well hir Pai end-lech besser ass, kënnen e Bausparvertrag of-schléissen, da gëtt den Abatement ab 40 Joer halbéiert. Wierklech profitéiere maache vun där Reform déi, déi hir Autoe subventionéiert kréien, hir Botzfra gesponsert kréien, déi sech schonn a jonke Joren eng Zousazpensioun kënnen leeschten - all Respekt fir déi Leit! - an eben och e Bausparvertrag.

(**Interruption**)

An nach eng Kéier, alles dat gëtt finanzéiert du-erch Scholden. D'Waasser aus Ärer Géisskan kennt net do un, wou et géif gebraucht ginn.

Ech hoffen, datt weinstens eng Majoritéit hei-bannen d'Stock-Options-Motioun ënnerstëtzt, wou de Revenu duerch en Trick zu engem Net-revenu gemaach gëtt a wou een am-plaz 42.000 Euro nëmmen e puer Dausend Euro Steier driwwer bezilt. Dat wier e gutt Zeechen.

Ech gesinn, ech hunn nach zwou Minutten Zäit. Duerfir ee Wuert...

(**Interruptions**)

Duerfir ee Wuert zur Fraude fiscale. Mir si selbstverständlech och géint d'Fraude fiscale. Doduerch, datt mer dat awer elo dem Strof-recht ënnerleeën, gëtt et eng faktesch On-gläichbehandlung vun de Leit, well de Parquet eng Opportunité des poursuites huet.

Den drëtten Pouvoir, an ech hat schonn ëfters d'Geleeënheet, dat hei ze soen, ass deen een-zege Pouvoir hei am Land ouni Kontroll, ouni „checks and balances“. Et kënnt also zu enger faktescher Ongläichbehandlung, wa Leit, déi net kontrolléiert ginn, iwver hir Opportunité des poursuites kënnen décidéieren, wie se dann elo poursuivéieren a wien net.

Eng fair Behandlung vu Steierbierger misst de Contrepoids si vun all Steiergesetz. Dozou gehéiert notament, datt een net eng Iwwer-taxatioun mécht an datt een net mega Amendé mécht fir Retarde bei der Ofgab vu Steiererklärungen. Et gëtt och jonk Leit an der „rush hour“ vun hirem Liewen, déi eben aneres ze dinn hu wéi hir Steiererklärung. An enger Zäit, wou mer null Zësen hunn op Avoiren, misst et dem Stat jo esou gesinn net esou wich-teg sinn, wann do e Retard optrëtt. Genausou wéi de Stat jo och keng Zënse bezilt op Avoi-ren, déi en engem Contribuabel zréckbezilt, mä awer ganz, ganz héich Zënse freet op Re-tard de paiement. An ech fannen, do wier ein-fach e méi loyalt Verhale vun der Administrati-oun ubruecht.

(**Interruption**)

Fir de Rescht soen ech lech Merci. A mir stëmme selbstverständlech géint déi souge-nannte Steierreform.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **Une voix.**- Wat ass iwverhaapt een Elektro-atomauto?

► **M. Roy Reding** (ADR).- Dat ass ee mat Atomstrom bedriwwenen Auto.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Den Här Berger huet d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här Presi-dent. Här President, ech muss am Numm op alle Fall vu menger Fraktioun, mä ech mengen, ech kann awer do och vun enger ganzer Rei vun deenen aneren Deputéierten hei soen, datt et inakzeptabel ass, datt mer hei vun engem Deputéierten als Ligener bezeechent ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech si scho laang hei an dësem Haus, mä dat hunn ech awer nach ni erlieft. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, mir haten eng Kéier eng äänlech Situatioun, wou den Här Gibéryen hei am Haus ge-sot huet, mir wieren all praktesch veruerteelt. Dobäi ass et just ëm een Deputéierte gaangen, deen elo grad hei op der Tribün stoung. Den Här Gibéryen hat deemools d'Honnêtetéit, fir dann dohinnerzegoen a sech ze entschëllegen, wat mer respektéieren. Mä ech fannen, och hei wär et ubruecht, datt den Här Reding géif soen, datt dat net esou gemengt wier.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Et schéngt vum Här Reding esou gemengt gewiescht ze sinn.

(**Hilarité**)

Dann huet als Nächsten d'Wuert den Här Wag-ner.

► **M. David Wagner** (d'Éi Lénk).- Neen, loosst d'Luuchten un, wann ech gelift, Här President.

(**Hilarité**)

Här President, et gouv gesot, datt dës Steier-reform déi soziaale Steierreform wier. Et muss een awer och derbäisoen, datt d'Lat an deene leschten 30 bis 40 Joer net ganz héich louch. Am Ufank vun där Legislatur huet d'Regie-rung de Choix getraff, e Spuerpak ze maachen, op deen ech awer elo net méi wäert zréckkom-men, mä wou all déi méi oder manner kleng Mesuren, deemno wéi ee se cumuléiert, en Aschnëtt duerstellen. An dann hu mer och nach d'TVA-Erhéijung gehat oder d'Solida-ritéitssteuer mat de Banken.

Et ass drëms gaangen, d'Statsfinanzen ze stabi-liséieren. Mir sinn der Meenung, datt grad d'Erhéijung vun der TVA, déi am Kader vum Spuerpak stattfonnt huet, net gutt war fir

d'Economie, net ze schwätze fir d'Leit selwer. An da soll een och net vergiessen, datt d'Stei-ertabell zënter 2009 net méi un den Index uge-passt gouv. Et ass natierlech einfach ze be-haupten, et géif een de Leit eppes ginn, wann een hinne scho virdru geholl huet an hinnen dat Allernormalst net wëllt zréckginn, also eng Upassung vun hirer Steuerlaascht un d'Präsent-wecklung.

Ech weess och net, ob dat ëmmer richtig ver-stane gëtt heiansdo, mä d'Aféierung vum In-dex an der Steiertabell, wéi den Index iwver-haapt en général, ass keng Emverdeelungspoli-tik, oder kann op jidde Fall net dorobber re-duzéiert ginn, mä se ass ganz einfach do, fir eng Kluft tëschent de Präisser an der Kafkraaft ze reduzéieren. Dat kléngt esou wéi eng Evi-denz. Dat, wat ech soen, ass och eng Evidenz. Mä ech mengen, dat muss een oft répétéieren, well oft gëtt et net esou duergestallt vu gewë-sene Milieuen.

Mä déi Fro, Haaptfro, déi mir eis stellen, dat ass: Firwat kënnen déi héich Revenu respektiv d'Kapital net méi zu de Recettë bäisteieren? Well dat wier och déi aner Méiglechkeet ge-wiescht: keng onnëtz Spuermesuren, keng Er-héijung vun der TVA, awer dofir eng Steiertabell, déi zwar déi ënnescht Tranchë favoriséiert, dat ass richtig, mä dofir déi ieweschst Tranchë méi konsequent kéint och besteieren.

An et ginn nach aner Mëttel, fir weider Finanz-mëttel ze fannen, ouni mussen déi Kleng- oder Mëttelverdenger nach méi ze belaaften. Zum Beispill gëtt et do, dat hate mer jo och schonn, dat soe mer jo awer och ganz oft, den Impôt sur la fortune, wou mir der Meenung sinn, datt deen erëm misst agefouert ginn. Dat wiere schonn eendeitig Recettë vu Leit, déi sech bestëmmt net wäerten delokaliséieren.

Mä et schéngt einfach en Tabu ze sinn, fir d'Ka-pital an d'Fortune méi ze besteieren. Dofir ver-sti mer einfach och net, datt u sech och simul-tan d'Betribssteier trotzdeem nach erofgesat gëtt. An et muss een awer och nach fäerten, datt se vläicht an nächster Zukunft nach weider erofgesat wäert ginn, vläicht vun anere poli-teschen Akteuren. Op jidde Fall wësse mer, datt den Drock ganz héich ass hei zu Lëtzebuerg vu gewëssene Milieuen erëm eng Kéier, fir déi erfrozesetzen.

Wat de Steuerbarème ugeet, e geet elo vu 40% op 41% respektiv 42% erop. Très bien, soe mer natierlech. Mä et muss een och soen, datt mer vu wäit kommen. Den Déifpunkt hate mer 2002 erreecht, wou de Spëtzesteiersaz nach nëmmen op 38% louch. 2001 louch en nach, wéi hautdesdaags elo an där Steierreform vir-gesinn, op 42%. Mä e louch och scho vill méi héich. Viru 40 Joer hate mer zu Lëtzebuerg e Spëtzesteiersaz vu 57%. An dat ware keng Zäi-ten, wou Lëtzebuerg schwaach war, an enger Kris war, mä net schwaach war! A graduell no der Stolkris ab 1987 ass et dann erfogaangen.

Deen Trend ass dann du lassgaangen. An all-gemeng gesi gëtt et eng Tendenz zu Lëtze-buerg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, zanter den 1990er Joren op jidde Fall, d'Betribssteiere ginn ëmmer méi erof. Dee-mools och nach Enn der 1990er Jore gouv d'Gewerbekapitalsteuer an de Gemengen ofge-schafft. Den Taux vun der Gemengegewerbe-steier gouv vu 4% op 3% erfogesat 2002. An eben och de Spëtzesteiersaz, dee graduell ëm-mer erëm erfogesat gouv bis ebe viru Kuerzem an elo mat där Steierreform.

Mä et ginn awer nach weiderhin aner Saachen, wou mer nach der Meenung sinn, datt ee misst méi Recettë kréien, a wou mer weineg Ver-ständnis hunn, datt déi net an Ugrëff geholl ginn, zum Beispill d'Benefisser op den Dividen-den, déi nach ëmmer zu 50% steierfräi sinn. An do stellt ee sech ganz einfach d'Fro, firwat grad d'Benefisser, déi net op Aarbecht berouen, vun der Steuerlaascht zur Halschent befreit sinn, well dat ass jo och net de Fall bei engem nor-male Revenu. En normale Salarié, dee kann net 50% vu senger Revenu vun de Steiere befreien. Dat géif vläicht deen een oder deen aneren na-tierlech glécklech maachen. Mä dat funkti-onéiert leider nëmme mat Dividende vun Net-aarbecht. Ass dat gerecht?

An déi aner Fro, déi ee sech och muss stellen, grad an enger Zäit, wou mer duerch esou eng Steierreform awer trotzdeem Déchet-fiscallen hunn: Op wéi vill Honnerte vu Milliounen ver-zichte mer?

An datselwecht géllt och fir d'Stock Options. Ech si frou, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi dat opwerfen. Vlächicht wäert dat och dann eng Wierkung hunn. Mir wësse jo ganz genau, an et ass schonn ugeschwat ginn, datt d'Stock Options staark problematesch sinn, déi Be-deelegunge vu Kaderen an Entreprises, bis zur Halschent vum Salaire, déi nach mat ongeféier 10% besteiert kënnen ginn, an et gouv och op Exzesser higewise vu menge Virriedner vu vir-drun.



An dat sinn natierlech och vill Steiergelder, op déi mir eis setzen. D'Caritas schwätzt vun engem Déchet fiscal, dee schwéier ze berechnen ass, well hei zu Lëtzebuerg mer jo och e Problem hu mat der Transparenz souwisou vum Kapital, dovun ofgesinn. Dofir ass et ëmmer schwéier, Saachen ze berechnen. Mä d'Caritas an hirem Sozialalmanach schwätzt vun engem Déchet fiscal, deen tëschent 100 an 300 Milliounen Euro läit. Dat heescht, dat si Recetten, déi mer verléieren. An domadder hätte mer schonn e Gros vun de Perten, zum Beispill vun der TVA am Commerce électronique, wettgemaach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Dofir si mer och der Meenung, mir fannen et souwisou bedenklech, datt iwwerhaapt déi Saach mat de Stock Options iwwer Circulaire geregelt gouf, dat muss een awer soen. An dat war och de Fall mat de Rulinge ganz laang d'ailleurs, wou relativ konsequent Steierregelungen iwwer Circulaire geregelt ginn. Et wär besser gewiescht, éischstens, datt et iwwert d'Gesetz geregelt gi wier, mä am beschte Fall, där Meenung si mer och, datt et ganz einfach och ofgeschafft géif ginn. Dofir si mer bereet, déi Motioun vun der CSV och an deem Sënn matzedroen.

Eis global Kritik un dëser Steierreform wäert lech och ganz weéne, ganz weéne...

(**Interruptions**)

...ganz weéne erschrecken.

► **Une voix.** - Et ass ganz interessant.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - Mir sinn der Meenung, datt um Enn déi schaffend Leit méi bäidroen misse wéi d'Kapital.

Virdru war dat de Fall a mat dëser Steierreform ass et weiderhin de Fall. Do kann een nach weider Zuelebeispiller ginn. Am Panorama sozial zum Beispill vun der Salariaatskummer, déi ginn e Beispill, ganz einfach, wann een en duerchschnëttleche Joresrevenu vu 55.000 Euro huet, bezitt ee 6-mol, 5,7-mol, mä et kann een oppinnen op 6-mol esou vill Steiere wéi op Kapitalrevenue vum selwechte Montant, also 55.000 Euro. Dat ass e gutt Beispill, wat beweist, datt selwer schaffe manner erabréngt, wéi Geld fir sech schaffen ze loosse.

An eiser Welt gi sozial Ënnerscheeder vun Dag zu Dag méi grouss. An dat géllt natierlech och fir Lëtzebuerg. 70% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg, dat seet de Statec, hunn e Liewensniveau pro Mount, deen tëschent 1.500 a 4.500 Euro läit, 10% souguer e Liewensniveau vu manner wéi 1.500 Euro. Bei nëmmen 3% ass et de Fall, datt e méi héich ass wéi 7.500 Euro.

An da gëtt et och nach dee Kompendium vun der Steierverwaltung, deen erauskomm ass - loosse mer dat esou soen! - am Virfeld vun dëser Steierreform, wou een och kann dra liesen, datt 50% vun de Ménagen, résident oder net résident, iwwer e Revenu impossible verfügen, dee maximal bei 50.000 Euro läit.

Ekonomesch a finanziell Gläichheet ass gesond fir d'Gesellschaft, well grad déi finanziell an ekonomesch Gläichheet, déi suergt derfir, datt de Prinzip, datt all Bierger gläich virum Gesetz ass, net just eng Parole bleift, mä och Wirklechkeet gëtt. Mir mengen natierlech och, datt et an déi richteg Richtung geet, wann de Spëtzeziessaz eropgeet - wéi kéint et anescht sinn? -, mä mir sinn der Meenung, datt déi richteg Richtung hätt kënnen eendeiteg méi audaciéis sinn.

Et kéint ee laang driwwer streiden, ob een de Mindestloun vum Barème komplett exonériert, ob den Ufankseuil méi spéit kéint antrieden. Wa jiddwereen, zemoos déi ënnescht Revenuen, sech e korrekt Liewe kéinte leeschten - dat ass awer de Problem, datt dat zurzäit net de Fall ass -, da kéinte se hire Verhältnisser entsprechend och bäidroen. A mir sinn och der Meenung, datt och kleng Revenue mussen als contribuabel gesi ginn, well dat ass och, mengen ech, souwisou prinzipiell finanzpolitesch richteg, mä och politesch allgemeng richteg, datt jiddwereen als Bierger och e bैसे bäidroen kann, virausgesat natierlech - virausgesat natierlech! -, datt een awer duerno um Enn vum Mount eens gëtt.

Dofir si mer weiderhin der Meenung, datt ee weinstens hätt kënnen an déi Richtung goen, fir e méi héijen, eendeiteg méi héije Spëtzeziessaz ze hunn, wéi dee vu viru 40 Joer, wou Lëtzebuerg net ënnergaangen ass, also 56% oder 57% - iwwer Zuele muss een net onbedéngt streiden -, an datt een natierlech och d'Steiertabell endlech un den Index bënnt.

De Barème gouf och geännert ënnert dem Credo „all Bierger gëtt entlaascht“. Jo, déi ënnescht Revenue wäerten entlaascht ginn, zemoos déi ënner 20.000 Euro. Mä dee faméis Mëttelstandsbockel, deen awer relativ schnell erreecht gëtt, dee gëtt net ofgeschwächt, zemoos net par rapport zu den ieweschte

Schichten. Well och wann déi, déi net vill hunn, besser ewechkommen, sinn déi, déi vill hunn, voire ganz vill hunn, déi, déi am beschten ewechkommen.

Et ass zwar richteg ze soen, datt d'Reform vun der Steiertabell dozou bäidréit, eben, datt déi Leit, déi an den ënneschte Kategorië sinn, gutt ewechkommen, mä et dierf een net vergiesse, datt schlussendlech de Barème bei 200.000 Euro ophält. Duerno geet et weider mat 42%, ob een 300.000 Euro d'Joer verdéngt, eng hallef Millioun oder eng Millioun.

Gerechtgeet gesäit an eisen Aen aneschtens aus, zemoos wann ee bedenkt, datt d'Leit mat héije Revenuen och oft iwwer aner Ertrag verfigen, an zwar déi aus dem Kapital, an déi ginn och gutt bedéngt. Ech mengen, ils ne sont pas à plaindre. An et misst ee sech och d'Fro stellen, firwat déi ganz héich Revenuen net méi héich besteiert ginn.

Duerno kann een natierlech och eng aner Partie Mesuren opzielen, déi schonn opgezielt goufen an déi natierlech och nach déi besser Revenuen erëm eng Kéier favoriséieren, zum Beispill eben och den Abatement op d'Frais de domesticité, dee vun 3.600 op 5.400 Euro eropgeet. Do kann ee kaum behaupten, datt dat eng Mesure wier fir déi manner gutt gestallte Leit, finanziell gesinn, mä datt et éischter erëm eng Kéier e Kaddo ass un déi Besserverdéngend an e Verloscht natierlech och fir d'Allgemengheet, fir d'Statskeess.

Et misst ee sech och d'Fro stellen, awéieren een d'Proportionalitéit vun der Franchise vun de Primes d'assurance responsabilité civile bei de Privatautoen net misst a Fro stellen, well domadder ginn näamlech och déi belount, déi méi déck Zylindere fueren, déi och méi verpeschten, déi och méi zu Autosaccidenter vläicht bäidroen, déi Autoen, datt déi u sech erëm eng Kéier favoriséiert gi par rapport zu Leit, déi sech esou déck Autoen net kënnen leeschten.

Mir mengen och, datt bei dëser Steierreform a puncto Logement justement eng Geleeënheet verpasst gouf, fir de Locatairenten géintzekommen. Well et gouf ganz oft hei gesot: „Mir maache Mesuren en faveur vu jonke Leit, déi sech kënnen duerno e Logement leeschten.“ Dat heescht: d'future Propriétaires. Mä Locatairenten, déi kréien natierlech an dëser Steierreform net..., an dat ass de Problem, datt hei zu Lëtzebuerg d'Locataire grad déi Kategorie vu Leit sinn, déi am meeschte vun enger Steierreform misste kënnen profitéieren. Déi Mesuren, déi kommen, déi sinn ebe fir d'zukünftge Propriétaires.

Dat ass de Fall vun der Erhéijung vum Plaffong, deen eropgeet bei der Ofsetzung vun der Cotisation am Kader vun engem Contrat épargne logement, also fir d'zukünftge Propriétaires. Erop geet och de Montant, deen een ofschreibe ka bei den Zënse vun engem Prêt immobilier. An dann och déi 50% Franchise vum Loyer, wann een iwwert d'Agence immobilière sociale fiert; dat klängt natierlech gutt, mä mir mengen awer och, datt dat, deemno wéi, och e ganz gutt Geschäft kéint si fir deen een oder deen anere Propriétaire, awer et wäert net dozou bäidroen, datt um Marché d'Präisser vum Logement kéinten erofgoen.

Ech si bal um Enn vu menger Zäit ukomm. Ech wollt awer nach just eng Kéier erëm dorobber zrëckkommen, datt mer mussen ophale mat dësem „moins-disant fiscal“ fir d'Betriber. Well dat ass awer e Mantra hei an Europa, fir d'Betriber, déi grouss Betriber ëmmer manner ze besteieren, dovunner ofgesinn, datt souwuel Lëtzebuerg wéi aner Länner iwwer Fiskaliteit verfigen, fir datt déi ganz grouss Betriber kënnen sech total vun der Steierlaascht befreien. An dat ass e reelle Problem.

An ech kann och nëmmen..., mir maachen dat permanent. Mir zitéieren eng Etüd vu PricewaterhouseCoopers, wat ongewinnt ass, mä heiansdo muss een och kucken, wat anerer schreien. An déi soe schonn zanter Joren, datt zu Lëtzebuerg schonn nëmme fir d'Betriber, datt d'Fiskaliteit fir d'Betriber immens favorabel ass hei am Verglach mat der Groussregioun an och iwwerhaapt mat Europa, datt d'Betriber souwisou schonn eng ganz schwaach Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg hunn, wa se iwwerhaapt... (veuillez lire: Steiere bezuelen), wann ee vum Taux affiché schwätzt.

Dofir hu mer, ech hunn dat scho virdru gesot, e Problem domadder, datt d'Betriebsbesteuerung nach erofgeet bis op 18%, 19%, 18% graduell, den Taux affiché. Mir wëssen, datt souwisou den Taux réell eendeiteg drënner läit. A fir déi ganz grouss läit e ganz drënner, well déi aner, déi grouss Betriber kënnen sech natierlech aggressiv Planifikatiounen leeschten.

Dofir, ech halen dann elo op. Dofir si mer der Meenung,...

(**Interruption**)

...datt een en anere Wee misst aschloen, wuel wëssend, datt den Drock ganz staark do ass, fir d'Betriebsbesteuerung nach ëmmer méi erfzesetzen. Ech hu scho souguer och héiere vu gewëssene Patronatssäiten, datt se souguer d'Gemegegewerbsteier wëlle ganz ofschafen, well se net agesinn, firwat déi gutt ass, well se vläicht och net vill mat Gemengepolitik ze dinn hunn an net wëssen, wat e Service public op Gemengenniveau bedeit.

A mir ruffen da schlussendlech d'Regierung och op, fir op EU-Niveau justement géint déi fiskal Konkurrenz unzegoen. Dat mécht d'Regierung net. Dat ass en Dogma vun all Lëtzebuerger Regierung, fir ze soen: „Mir stinn hantert dem Fiskal-Dumping op EU-Niveau.“ An dat ass schlecht fir Lëtzebuerg. An dat ass och ganz schlecht fir Europa.

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

Bon, franchement, Här Schneider, ech héieren awer ëmmer de Géigendeel!

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

Jo, et héiert een dat eent oder dat anert, deemno wien de Publikum ass.

Mir wäerten op jidde Fall géint dës Steierreform stëmmen. Ech soen lech Merci.

(**Interruption par M. Etienne Schneider**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Wagner. Ech hunn elo keng weider Kolleginnen oder Kollegen, déi sech ageschriwwen hunn, soudass d'Wuert direkt den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, huet.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Här Premierminister, léif Kollegen aus der Regierung, ech si frou iwwert déi Debatt, déi mer elo grad haten, well si huet natierlech erlaabt, de Fokus op dës Steierreform ze setzen an déi véier Charakteristike vun dëser Steierreform kloer duerzeleeën: Dat ass eng nohalteg Steierreform. Si ass gerecht. Si ass selektiv a sozial a si bréngt Kompetitivitéit.

Dës Steierreform kënnt och am richtige Moment fir Lëtzebuerg, zu enger Zäit, wou et eisem Land vill besser geet wéi virun dräi Joer. Et ass och eng Steierreform, déi kohärent ass mat der genereller Politik, déi vun der Regierung verfollegt gëtt. An et ass eng Steierpolitik, déi gréng Luucht krut vun den europäeschen Instanzen.

Ech géif gären der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, gratuléiere fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport hei, wou se alleguerten d'Elementer natierlech gutt ervirgestrach huet, mä och ganz bestëmmt gutt ënnerstrach huet, wéi gerecht dës Reform ass an och, dass et eng modern Steierlandschaft ass, déi mer heimadder schafen. An ech wäert och nach dorop ze schwätze kommen.

Et ass vu villen ënnerstrach ginn, och vun der Haaptoppositionspartei, dass deen Exercice hei mat enger grousser Transparenz gemaach gëtt. Also ech freeë mech, dass dat unerkannt ginn ass, well effektiv hu mer vu Februar un, wéi mer déi éischt Pressekonferenz gemaach hunn, d'Zifferen op den Dësch geluecht. Ech hunn och nach kënnen schätzen an Dir hutt et och kënnen schätzen, dass mer fir de Conseil économique et social a fir d'Chamber och d'Zifferen d'lescht Joer zur Verfügung gestallt hunn, déi vill méi an den Detail gaange si wéi dat, wat jee gemaach ginn ass.

Mir hunn also an der Transparenz geschafft. Mir hunn en extrae Site Internet gemaach, wou d'Steierzueler direkt konnten den Effet vun der potenzieller Steierreform a Steiererlichterung gesinn. An ech sinn och uechtert d'Land gaangen, fir dee Steierdialog ze férdere, dee mer esou wichtig schéngt, dass d'Leit kënnen Froe stellen, firwat se Steiere bezuelen. Ech fannen déi gutt Noricht vun deem Steierdialog ass, dass een dat zu Lëtzebuerg ka maachen. Ech muss soen, dass ech vu ville Leit ganz positiv Echoe krut, net nëmmen, well mer eng Steierreform hunn, mä well mer an engem Land liewen, wou ee gesäit, wat mat de Steiere gemaach gëtt. Ech ka mer net vill Länner virstellen, wou de Finanzminister kann duerch d'Land zéien, ouni polizeilech Protektioun, fir iwwer Steieren ze schwätzen.

Ech wollt mäi Virtrag hei an dräi Deeler andeelen: en éischen, wou ech awer nach eng Kéier d'grouss Linne vun dëser Steierreform a Steiererlichterung géif résuméieren, haaptsächlech déi wichtegst Deeler. Am zweete groussen Deel géif ech gäre weisen, dass dës Steierreform nohalteg ass, an zwar nohalteg am Sënn, dass se finanzéierbar ass, an dann och géif d'Fro stellen, ob se ambitiéis genuch ass oder ob se ze wäit geet, an dann, drëtzens, géif ech op déi Motiounen oder Virschléi, déi vun der Haaptoppositionspartei gemaach gi sinn, agoen.

Zum Éischen, déi Haaptzich vun dëser Steierreform. Fir d'Éischt emol hu mer dat Versprieche, wat mer gemaach haten, agehalen, dass mer den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire an dëser Steierreform ofschafen. Mir hate gesot, mir schafen deen of, soubal et méiglech ass. Dee Moment ass komm. Dofir gëtt déi Steier vun 0,5% par rapport zum Revenu dann elo ofgeschafft.

Ech wëll ënnersträichen, dass déi eréischt ugefaangen huet ze gräifen nom Mindestloun. Dat heescht, déi Leit, déi e Mindestloun haten, waren exonériert vun dëser Steier, wat och sozial gerecht schonn deemools war. Mir hunn och keng Verméigenssteuer agefouert, mä mir hunn zwee nei Spëtzeziessatz vun 41% an 42% agefouert.

Zur Tabell, zum Barème, wat ëmmer e ganz wichtige Sujet bei enger Steierreform ass, hu mer bewosst de Choix gemaach, deen ënneschten Niveau, ënnert deem ee keng Steiere bezuelt, intakt ze loosse. Dat ass den Niveau vun 11.265 Euro. Mä mir hu virgeschloen, dass den Taux soll geännert ginn tëschent 11.265 an 20.625 Euro. Hei ginn d'Stufen an d'Längt gezunn an dat benefisiéiert en fait alleguerten de Steierzueler. Wat mer domat och erreechen, dat ass, dass dee Moment, wou den Taux vun 39% ufängt ze gräifen, dass dat méi spéit geschitt, net méi wéi virdrun, haut 41.793 Euro, mä bei 45.897. Dat kënnt all Mënsch zegutt.

An hei kënnt elo, mengen ech, deen allerwesentlechten Deel. D'Kärstéck vun dëser Steierreform ass déi nei Manéier, wéi mer d'Steierkreditter uginn. De Crédit d'impôt salarié, deen och e Pendant huet, de Crédit d'impôt pensionné an och de Crédit d'impôt monoparental - ech zielen net ëmmer déi dräi op -, dee Steierkredit war virdrun deesewechten: 300 Euro fir all Mënsch.

Dee Steierkredit gëtt elo mol zwee multipliziéiert vun 300 op 600 Euro, an amplatz dass all Mënsch e kritt, gëtt dat elo eng selektiv an eng sozial Mesure, well en ass verduebelt fir all déi, déi tëschent 11.265 a 40.000 Euro sinn. Do ass de Crédit d'impôt verduebelt vun 300 op 600. An herno geet e progressiv lues op null erof. Dat ass eng immens Innovatioun, muss ech soen. Mir hunn en Instrument geholl, wat schonn do war, wat automatesch war, wat kee soziale Kritär a sech hat. Dat hu mer elo agefouert. An ech mengen, et kann een déi Steierreform net ouni déi do Innovatioun richtig beuerteelen.

An et ass och dofir, an ech mainteneieren dat, dass ee ka soen, dass dat heiten déi sozial gerechtste Steierreform ass an eiser rezenter oder vläicht souguer an eiser laanger Geschicht.

Ech bestreiden net, wéi een Deputéierte gesot huet, dass nach ëmmer Ongerechtegeete bestinn! Mä ech weess net, wéi een et besser ka maachen, fir déi Ongerechtegeete méi kleng ze maachen, wéi dat, wat mer elo mat dëser Reform hei maachen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - De Salaire minimum non qualifié geet 63% erof, zwee Drëttel. De qualifizéierte Mindestloun, dee geet 42% erof. Bis dohinner sinn dat jo och Leit, déi den Impôt d'équilibre net bezuelt hunn, dierfir huet dat elo soss keen Impakt bei deenen.

Wann ech elo eng Persoun huelen an der Steierklass 1, déi 4.000 Euro verdéngt pro Mount, déi Persoun bezitt mat der Steierreform, Combinaison vun alle Saachen, déi mer hei elo wäerte stëmmen, 120 Euro de Mount manner -...

► **M. Michel Wolter** (CSV). - A Prozenter?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - 120% manner, pardon, 120 Euro manner -...

► **M. Michel Wolter** (CSV). - A Prozenter?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - ...a bezitt och den Impôt d'équilibre net méi. An den...

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Vun de Prozenter seet en näischt.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*. - Den Impôt d'équilibre, deen déi Persoun hei mat 4.000 Euro bezuelt huet, ass 10 Euro. Also 120 Euro de Mount manner, an den Impôt d'équilibre fir eng Persoun mat 4.000 Euro war 10 Euro. Ech ënnersträichen dat, well vill gesot ginn ass: „Dir schaffst elo den Impôt d'équilibre of, do hutt Der de Leit d'Suen aus der Täsch geholl, an hei maacht Der eng Reform, do gitt Der hinnen d'Sue just erëm.“



Ech wëll hei ënnersträichen, wéi kleng den Impôt d'équilibrage war par rapport zum Impakt vun der Steuerreform.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wann een 10.000 Euro verdéngt pro Mount, dat ass jo schonn eng schéi Pai, dee kritt nawell als Reduktioun och nëmmen 120 Euro, wéi deem, dee 4.000 Euro kritt. Do gesitt Der, dass dat jo ganz offlaacht. Wann een eng normal linear Adaptatioun vun de Steiere gemaach hätt, majo dann hätt dee bei 10.000 Euro de Mount, ma deem hätt 400 bis 500 Euro manner Steiere bezuelt. Mä an deem heite System kritt en der just 120 manner ze bezuelen. An den Impôt d'équilibrage bei enger Persoun vun 10.000 Euro, deem ass ronn 40 de Mount. Dir gesitt also, wéi dee Mechanismus gespillt huet.

Wat wëll ech heimadder weisen? Ma zwou Saachen: Et gëtt zwee grouss Bénéficiaire vun dëser Steuerreform bei de Personne-physiquen. Déi, déi an de Prozenter am meeschten eraus-schloen, sinn déi ganz niddreg Salairen, d'Leit, déi de Salaire social minimum hunn, an an absoluten Zifferen sinn et d'Leit aus dem Mëttelstand. Duerfir gëtt de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht. An dat war genau d'Zil, wat mer eis ginn haten.

Fir d'Monoparentallen, well dat jo eng Kategorie vu Leit ass, déi particulièrement vulnerabel sinn, hu mer äänlech Mechanismen agefouert. De Crédit d'impôt monoparental gëtt och do mol zwee gemaach, vu 750 op 1.500. Deen ass also vill méi héich. Den Taux vun 39%, dee vill méi fréi gegräff huet an der Steuerklasse 1A, gëtt no uewe geréckelt, an d'Weeserenten, wéi vun all Mënsch begréisst, gi vum nächste Joer un net méi besteiert.

Ech kommen elo zu engem Punkt, deem ech gären „Modernisation vun eise Steuerrecht“ nennen, an zwar deem vun der Individualisationsmëglechkeet fir d'Persounen.

Et ass esou, dass bestuete Leit haut net d'Méiglechkeet hunn, individuell besteiert ze ginn. Gepacste Leit kënnen dat schonn. Duerfir ass et wichtig, dass mer dat och elo fir bestuete Leit virgesinn. Ech ënnersträichen, dass et eng Optioun ass, soudass elo d'Leit, déi bestuet sinn, vum nächste Joer un, oder plutôt, fir méi prezis ze sinn, et ass vun 2018 un, wou dat wäert spillen, 2018, de Choix hunn tëschent dräi Méiglechkeeten: Se bleiwen an der Steuerkategorie 2, onverännert.

Zweet Méiglechkeet, si wielen d'Individualisation, Système pur et dur hu mer se an der Steierverwaltung genannt. Dat heescht, si wielen, fir an d'Steuerklasse 1 ze goen. Et gëtt Koppelen, déi dat gäre maachen, aus verschiddene Grënn.

An dann dat, wat wahrscheinlech déi meescht wäert usprechen, ass, dass se d'Optioun huelen, eng individuell Besteuerung ze maachen, déi um Enn steierneutral ass, mä déi an der Koppel et erméiglecht, dass jiddwereen d'Steiere bezilt op deem, wat hie verdéngt.

An d'Koppele wäerten och eng Optioun hunn, wéi vill d'Verdeelung ass. Wa se d'Verdeelung 50/50 maachen, dann ass dat déi einfachst Léisung, déi och neutral ass. Mä si kënnen dat och anescht gestalten. Mir hunn et also esou gemaach, dass vill Flexibilität méiglech ass.

Loosse mer och derbäisegen, dass, a mengen Aen, dat eng ganz wichteg Saach ass, fir de Liewensëmstänn vun haut Rechnung ze droen, wann ee jo weess, dass vill Koppele gescheet ginn! Mat deem heite System kann ee selwer organisieren, dass een nëmme responsabel ass fir déi Steieren, déi ee selwer generéiert duerch déi Verdéngschter, déi een huet.

E Wuert zu de Frontalieren, déi iwwregens och wäerte kënne vun der Individualiséierung benefissieren. Vlächst just fir ze soen: Wat ass d'Zil, wat mer wëllen erreeche bei de Frontalieren? Mir hätte gäre vum Joer 2018 un, also net d'nächst Joer, dass den Traitement vun de Frontaliere genau deeselwechte gëtt wéi dee vun de Résidenten. Dat ass haut schwéier méiglech gewiescht, well mir d'Informatiounen vun den Nopeschlänner net ëmmer kréien, wéi vill de Conjoint am Pays d'origine verdéngt. An dat wëlle mer änneren. Nächst Joer ass also d'Geleehenheet fir d'Conjointen, hire Revenu an deem anere Land eiser Steierverwaltung ze mellen.

Ech wëll ganz kloer ënnersträichen, dass ech dat mat de Finanzministere vun den Nopeschlänner ofgeschwat hunn an déi dat bei sech scho laang maachen am ëmgekierte Fall. Mir maachen also hei keng Innovatioun.

An ech wëll och soen: Fir déi Koppelen, déi elo schonn d'Revenue vun deenen zwee deklarieren, changéiert natierlech guer näischt. Et geet also just drëms, d'Informatiounen méi komplett ze maachen. A wann aus enger Rëtsch spezielle Fäll oder verschiddenen Accorden tëschent Frankräich a Lëtzebuerg, Belgien a Lëtzebuerg oder Däitschland a Lëtzebuerg sech géif erginn, dass verschidde Frontaliere benodelegt wäere par rapport zu Résidenten, da kënne mer dat jo ënnert d'Lupp huelen. Ech hunn och de Syndikater gesot, dass ech bereet wär, dat mat hinnen am Laf vum Joer 2017 ze kucken. Eis geet et hei ëm Gläichheet virun der Steuer vun de Résidenten par rapport zu de Frontalieren.

Mir hunn natierlech vill Mesuren an dëser Steuerreform, fir e bezuelbare Wunnraum ze sécheren, wëssend, dass dat net einfach ass. Mir hunn do Propositionen gemaach, fir d'Demande ze ënnerstëtzen, haaptsächlech andeem d'Intérête kënnen e bësse méi héich ofgesat ginn, awer och dass den Épargne logement haaptsächlech fir déi Jonk méi abordabel gëtt oder méi ofsetzbar gëtt. A mir hunn d'Valeur locative endlech ofgeschafft, muss ee soen. Dat hätt ee scho ganz laang kënne maachen. Dat gëtt dann elo hei duerchgezunn.

An dann op der Offer ass d'Haaptmesure natierlech, dass mer während 18 Méint vum 1. Juli vun dësem Joer bis Enn d'nächst Joer de Vêrelerstaux op der Plus-value hunn, amplatz vum Demi-taux. Dat gëtt vill begréisst.

Am Domän vum Transport hu mer all déi Mesuren, déi en Environnementscharakter hunn, déi ganz gutt ënnerstrach gi si vum Här Henri Kox. An ech mengen, dass dat effektiv eng grouss Innovatioun ass. Et kann een natierlech ëmmer d'Saache méi grouss wëlle maachen oder méi wichteg wëlle maachen. Mä dat heiten ass emol en éischten Usaz an ech freeë mech doriwwer. An ech wëll och soen, dass dee grénge Fuedem, deem hei spierbar ass an der Steuerreform, sech natierlech duerch d'ganz Aktivitéit vun der Regierung zitt, an haaptsächlech gesäit een dat jo an den Investissementer an d'Mobilitéit an an d'Infrastruktur.

Zum Schluss vun de Résuméen, wat elo d'Personnes physiques ubelaangt - mä dat ass och eppes, wat d'Entreprises touchéiert -, géif ech gären iwwert d'Fraude fiscale schwätzen. Wann ee schonn an engem Moment ass, wou een d'Steiere reduzéiert, wou d'Steierlaascht also méi kleng gëtt, da muss ee sech als Stat och derfir asetzen, dass déi Steieren, déi geschëllt sinn, och bezuelt ginn.

Ech freeë mech iwwert déi exzellent Zesummenaarbecht, déi ech an deem doten Dossier mam Här Félix Braz, wéi och villen aneren, hat, soudass mer séier konnten do schalten, fir déi Mesuren, déi mer elo hei proposéieren, wat d'Fraude fiscale ubelaangt, an d'Steierreformsgesetz ze setzen. Mir hätten nach sechs Méint Zäit gehat, fir dat méi spéit ze maachen. Mä ech fannen, et ass e gutt Zeechen, e wichteg Zeechen no baussen am Sënn vu Steiergerechtegkeet, dass mer dat elo scho maachen.

Et ass och e wichteg Signal par rapport zum Ausland. Mir haten eng Delegatioun vum Fonds monétaire international hei dës Woch, déi dat explizitt begréisst huet, dass mer dat doten elo schonn ëmgesat hunn. Dat wäert eis hëllefen, e ganz positive Bericht an deem Domän ze kréien.

Mir hate schonn un déi ganz Problematik vun der Fraude geduecht. Duerfir hate mer schonn d'lescht Joer eng Regularisationsmëglechkeet agefouert, déi den Entrepreneuren an och natierlech de Leit erlaabt, am Joer 2016 hir Dispositiounen ze huelen. An elo kënn dann déi Reform hei, déi elo dräi Zorte vun Infraktiounen virgesäit, wat d'Infraktiounen an der Fiskalitéit ubelaangt. Dat heescht, d'Fraude aggravée ass elo eng nei Fraude, déi mer introduzéieren. Mir hunn d'Fraude simple, d'Fraude aggravée an d'Escroquerie fiscale, also dräi verschidden Infraktiounen. Domadder maache mer eis eisen Droit kompatibel mat deenen neiste Recommandatiounen vum GAFI.

Mir wäerten och, a mir hunn dat schonn ugefaangen a mir wäerten dat weiderféieren, d'Ressource-humainé fir d'Steierverwaltung stäerken, fir dass natierlech ka géint déi Fraude gehandelt ginn. Datselwecht gëllt fir d'Administration vum Enregistrement.

Mir hunn och virgesinn, dass d'Fräiberuffler elo eng kommerziell Kontabilitéit musse maachen. Och dat wäert hëllefen, fir méi Transparenz ze kréien.

Erlaabt mer, hei vlächst eng kleng Interruptioun ze maachen, fir dorop hinzewisen, dass grad an deem heiten Domän déi eenzeg Opposition formelle vum Conseil d'État war, dee bedauert huet a gesot huet, dass et net kompatibel wär mat eise Gesetzer an der Constitutioun, dass d'Responsabilitéit an den Dirigenten a vun den Administrateuren kéint hei ouni Faute a Betuecht gezu ginn. Deem ass Rechnung gedroe

gi mat engem neien Text, deem dann och vum Conseil d'État herno guttgeheescht ginn ass.

Ech kommen elo zu den Entrepreneuren, fir ze soen, dass dës Reform hei a Richtung méi Kompetitivitéit geet. De Steiersaz ass haut am IRC, dat heescht d'Kierperschaftssteier, Impôt sur le revenu des collectivités 21%, geet d'nächst Joer erof op 19% an 2018 op 18%. Dat ass eng schéi Reduktioun. Dat ass keng spektakulär Reduktioun. A wéi ech dat schonn eng Kéier ausgedréckt hat: Dat ass net méi wéi néideg an dat ass net méi wéi méiglech.

Mir wëllen och hei keng Course no ënnen an der Fiskalitéit bei den Entrepreneuren maachen. Dat soen ech d'autant plus därelech hei, wann ee gesäit, wéi sech verschidden Deklaratiounen heefen nom Brexit an och op där anerer Säit vum Atlantik, wou jo do miroitiéiere gelooss gëtt, dass eng Course no ënnen wäert riskéieren ze kommen, wat natierlech och géif all déi Efforte vum G20 a vun der OCDE, fir en „level playing field“ ze hunn a Saache Fiskalitéit, e bëssen a Fro stellen.

Ech mengen, mir hunn hei dat gemaach, wat mer konnte maachen a wat méiglech war. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass de ganzen Exercice vu BEPS, dee mat sech bréngt, dass d'steierlech Base méi breet gemaach gëtt, dass dat nei Défie fir eis duerstellt. An ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir monitoren dat vu ganz no. A vu dass mer eng gutt Statsfinanzsituation hunn a wann een Elargissement vun der Base géif kommen, dee relativ bedeidend ass, si mir net op déi additionnell Ressourcen ugewisen a mir missten dat da kompenséieren op eng intelligent Aart a Weis.

(**Interruption par M. Laurent Mosar**)

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, entschëllegt.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Dierf ech dem Här Minister eng Fro dozou stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech, wann den Här Minister d'accord ass.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci dem Här Minister fir déi Prezisioun. Ech wollt awer nach eng Kéier dorop zrëckkommen, well ech hunn och de Moien dem Här Bodry ganz opmierksam nogelauschert. Den Här Bodry huet vill interessant Saache gesot, awer och eng, déi mech ganz besonnesch awer e bësselchen erstaunt huet. Hien huet nämmlech gesot, datt, wat d'Erofsetze vun der Kierperschaftssteier betrëfft, datt do schonn d'Verbreederung vun der Base anticipéiert gi wär.

Wann ech awer elo Är Explikatiounen nolauschteren, Här Finanzminister - an ech wëll lech soen, datt ech ganz mat deenen Aussoen d'accord sinn -, hutt Dir elo ganz kloer gesot, datt, wann déi Verbreederung vun der Base géif kommen, géif dat gekuckt ginn an, le moment venu, misst natierlech dann nach eng Kéier den Taux gekuckt ginn.

Ech hu just, wéi gesot, de Moien den Här Bodry héieren, datt deem dat e bësselchen aneschtens ausgedréckt huet, duerfir wollt ech nach eng Kéier froen: Ass déi Positioun, déi Dir elo hei gesot hutt, ass dat d'Positioun och vun der Regierung?

(**Brouhaha**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass esou, dass déi ganz Diskussioun BEPS, dass dat 15 Piliere vu Recommendationen sinn, mat einzelen dran, dat heescht, mir schwätzen hei vun Dosenden an Dosende vu potenzielle Mesuren, déi op eis duerkommen. Dat ass en Exercice, dee sech iwwert déi nächst Joren zitt.

Mir hunn hei zum Deel anticipéiert, well mer verschidde Saache kennen, déi wäerten an d'Realitéit ëmgesat ginn. Verschidde Saache kenne mer nach net, mä mer wëssen, dass se probabel wäerten eng Kéier geschéien. Duerfir, dat ass e Processus continu a mir monitoren dat.

Firwat hunn ech déi Remarque gemaach? Ech hunn d'Remarque gemaach: Firwat ass et wichtig, en Triple-A-Land ze sinn? Firwat ass et wichtig, gesond Statsfinanzen ze hunn? Well dann ass een net op deem Elargissement de la base ugewisen, fir seng Finanzen ze sanéieren an et kann een dann den Entrepreneuren entgéintkommen.

A wéi ech och, mengen ech, d'lescht Woch an enger Debatt hei iwwert d'Kompetitivitéit gesot hunn: Et kann een déi Ajustementen jo maachen op aner Aart a Weisen, wéi nëmmen do-duerch, dass een de generellen Taux erofsetzt. Do gëtt et eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi ee ka gebrauchen. An da wäerte mer dat au fur et à mesure diskutéieren an der Regierung, mä awer och an der Cofibu.

Zum Ofschluss: Bei den Entrepreneuren wëllt ech nach gär zwou Mesuren ënnersträichen, déi particulièrement fir d'PMEE ganz positiv sinn, dat ass, dass de Steiersaz bei de Profitter bis 30.000 Euro, dass do de Steiersaz vun 20% op 15% erofgeet. An dat Zweet, dat ass, dass mer bei der Transmission d'entreprise elo sécherstellen, dass, wann dat geschitt, d'Immeublen, déi an der Gesellschaft sinn, dass déi Plus-value neutraliséiert gëtt, soulaang d'Immeublen nach ëmmer weider gebraucht ginn, fir Commerce ze maachen.

Ech kommen dann elo zu mengem zweeten Deel, Här President, an zwar d'Nohaltegkeet oder d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen en général a vun dëser Steuerreform. Anescht ausgedréckt: Ass dës Steuerreform finanzierbar?

Do hu mer och auslännesch Institutionen, déi eis do e ganz kloer Jo soen. De Fonds monétaire international huet et scho gesot, d'Lëtzebuerger Zentralbank, vun där mer vill geschwat hunn an op déi ech nach zrëckkommen, huet an hirem Avis vum leschte Joer scho gesot, dass Lëtzebuerg eng Marge de manœuvre vun 300 Milliounen hätt, fir eng Réforme fiscale ze maachen. Dat war d'lescht Joer. An der Zwëschenzäit sinn eis Zifferen nach méi positiv an eis Croissance besser, soudass och d'Banque centrale agesinn huet, dass do e gewëssene Spitt besteet.

Mä am allerwichtigsten, mengen ech, ass et, dass d'Europäesch Kommissioun net nëmme gréng Luucht ginn huet beim Pacte de stabilité et de croissance, bei eise Programm, dee mer am Oktober erageschéckt hunn, mä am leschten ECOFIN huet d'Kommissioun ganz kloer gesot, dass déi Länner, déi Marge hunn, déi Spitt hunn, wéi Däitschland, Holland a Lëtzebuerg, sollen dee Spitt ausnotzen, fir méi Croissance ze generéieren a fir méi Investissementer ze maachen. A genau dat maache mir! Dat wäerte mer dann och an eiser Debatt iwwert de Budget d'nächst Woch kënnen zesummen diskutéieren.

Mä eppes ass kloer: Et gëtt e ganz grouse Konsens am Ausland, dass mer hei dat Richtegt maachen. An elo ass et natierlech dat Allerwichtigst, wat mir selwer am Inland dovunner halen. Mir sinn awer an engem Stabilitéits- a Wuesstumspakt, deem nun eemol zu eiser Gesetzgebung gehéiert. A wa mer da vu Bréssel gesot kréien, dass alles an der Rei ass, ech mengen, dann hu mer gutt geschafft.

Elo kommen ech op e ganz wesentleche Punkt, deem net genuch ënnerstrach gëtt. Den Deputéierte Bodry huet dat zwar de Moien exzellent virbruecht, an duerfir brauch ech elo net op all Detail anzegoen.

Wann een de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, d'Dokument vun 2013 liest: Wat war do virgesi fir Lëtzebuerg? Eng Milliard Defizit am Zentralstat 2014, eng Milliard 2015, eng Milliard 2016: Dat wären dräi Milliarden Euro Schold gewiescht! A wat ass geschitt? Mir haten 2014 ronn 200 Milliounen amplatz eng Milliard Defizit, 2015 manner wéi 200 Milliounen a mir wäerten dës Joer - 400 ass ugesot -, mä ech weess elo schonn, dass et och do drënner geet. Dat heescht, amplatz dräi Milliarden Defizit am Zentralstat 2014, 2015, 2016 ass et bal null, bal den Équiliber.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass natierlech e risegen Ennerscheid! An dee risegen Ennerscheid erkläert, dass mer net mussen eng Steuerreform maachen, déi budgetsneutral ass. Déi Ausso hu mer virun dräi Joer gemaach, wéi mer gefaart hunn, dass dat géif antrieden, wat virgesi war, ouni d'Mesurë vun där neier Regierung, dass mer natierlech dann dräi Milliarde Schold méi hätten, déi mer dann och natierlech net hunn, an duerfir hu mer dee Spitt.

Duerfir seet och Bréssel zu eis, an duerfir seet och de Fonds monétaire international: „Macht eppes! Är Schold geet vun 23% vun Ärem Rächtum erof op 20%.“ Hätte mer näischt gemaach, wäere mer haut op 27%, 28%. Wéi gesot, den Deputéierte Bodry huet déi Zifferen all gutt erkläert.

Duerfir sinn eis Statsfinanzen haut gesond an duerfir ass eisen Triple-A sécher mat enger stabiler Previsioun, wat de Stand à terme ass. Et ass déi besch Nummer, déi ee kann hunn! Just Däitschland huet gradesou eng héich Notatioun vun Triple-A.

Nu besteet e ganz groussen Ennerscheid tëschent - enfin, et gëtt vill Ennerscheeder tëschent Däitschland a Lëtzebuerg -, mä mir ginn ëmmer matenee verglach, wat d'Gesondheet vun eise Statsfinanzen ubelaangt. D'Statschold an Däitschland ass net wäit vun 80% ewech vum PIB. Zu Lëtzebuerg ass se bei 20%.

Däitschland investéiert manner wéi 2% vun hirem Rächtum an hir Economie als Investissement public. Mir investéiere 4,2%. Dat



heescht, am relative Verhältnis zweemol esou vill wéi Däitschland! A firwat ass dat wichteg? Eh bien, dat ass wichtig, well mer gären eng gutt Infrastruktur zu Lëtzebuerg hunn, eng besser Liewensqualitéit. Duerfir maache mer jo all déi Investissementen.

A mir kéinten - et ass ee vun den Deputéierten, deen dat gesot huet, ech erënnere mech awer net genau, wien et war, et kann den Här Bodry gewiescht sinn -, mir kéinten, am plaz 2,5 Milliarden d'nächst Joer ze investéieren, 1,5 Milliarden investéieren. Dat wär nach ëmmer méi wéi Däitschland am relative Sënn. An dann hätte mir null Defizit! Hätte mer da gutt geschafft? Ech mengen net. Ech mengen, dass mer besser hunn, dass mer déi Suen investéieren an eis Wirtschaft, an eis Leit, an eis Infrastruktur.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Elo kommen ech zu den Zifferen. Ech wëll den Här Wiseler rassuréieren, ech fannen dat ganz normal, dass mer iwwer Zifferen hei schwätzen. A wann d'Lëtzebuurger Zentralbank aner Zifferen huet, da muss ee sech dorwäert Gedanken maachen. Ech deelen dat.

Ech war och iwwerrascht, dass deen Écart tëschent den Zifferen vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg an deenen, déi de Ministère ausgerechent huet, dass deen esou grouss ass. Duerfir hunn ech och d'Équipe bei mir chargéiert an de leschten Deeg, Kontakt opgehuele mat der Europäescher Zentralbank, mä och mat der Lëtzebuurger Zentralbank, fir ze kucken, wéi dat sech erkläert.

An ech hunn dat och an der Cofibu detailléiert, ganz e bëssen detailléiert, et ass eng komplex Diskussioun, dass een zu engem gewëssenen Deel, zu engem groussen Deel déi Zifferen kann zesummeckelen, haaptsächlech op véier, fënnef Joer, an de moyen Terme, dann ass den Écart net méi esou grouss wéi dat elo erschéngt. Dat ass emol kloer, doriwwer ass och all Mënsch d'accord.

Eng total Réconciliation hu mer nach net. Ech wëll awer och soen, dass de Statec an de leschten Deeg och nach eng Kéier Calcule gemaach huet op Basis vun de leschten Zifferen, déi en huet. An de Statec huet eng Dynamik an déi Zifferen bruecht.

Dir kënnt lech vläicht erënneren, ech hunn et näamlech ënnerstrach, och an der Cofibu, dass mir eng statesch Berechnung gemaach hunn. Dat heescht, all dat Positiv, wat dës Steuerlicherterung an d'Wirtschaft bréngt, hu mer net eragerechent. Mir hunn also eng konservativ, prudent Rechenaar a -weis, eng statesch geholl.

Firwat? Fir justement net de Virwurf gemaach ze kréien, dass een do Hypotheesen hält, déi contestabel sinn. De Statec huet dat awer gemaach. Hien huet jo och ganz kloer bewisen, dass de Wuesstum gestaerkt gëtt duerch d'Steuerlicherterungen, et cetera, an da kënnt en op Zifferen, déi méi no, vill méi no si bei deene vum Finanzministère a vun der Steierverwaltung, wéi déi vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg.

Fir déi, déi méi an den Detail wëlle goen, soen ech: Et ass jo kloer, dass d'Lëtzebuurger Zentralbank eng aner Methodologie huet, d'Methodologie vun den Dépenses constatées, an de Stat nach ëmmer fir säi Budget d'Méthode de caisse hält.

A mir mussen d'Méthode de caisse huelen, well mir musse jo wëssen, wat eis Zifferen d'nächst Joer sinn an der Realitéit, an net no engem Kontabilitéitsprinzip, dee méi komplizéiert ass an op mëttelfristeg Zifferen tabléiert. Mir musse jo op Bréissel e Budget schécken, wou mer soen: D'nächst Joer gëtt et 10 Defizit, 20 Defizit, 30 Defizit oder keen Defizit.

An ech mengen, dat einfachst Beispill, fir et ze verstoen, ass, wann een d'Entreprises hält. D'Entreprise bezuelen d'nächst Joer 2017 Steiere vum Joer 2016 an och nach vun e puer Jore virdrun. Do gëtt also nach déi al Steiertabell gebraucht. Also muss ech als Déchet fiscal fir d'Entreprise fir d'Joer 2017 net e potenzielle Käschtepunkt draschreiwene, dee vläicht 2020 oder 2021 sech wierklech wäert realiséieren. An ech mengen, domat erkläert een och, dass déi methodologesch Ennerscheeder net nëmmen abstrakt Saache sinn, mä och eppes mat der Realitéit ze dinn hunn.

En conclusion zum Thema Chiffere wëll ech zwou Saache soen. D'Steierverwaltung huet an de Joren - während deenen dräi Joer, wou ech elo mat hinne geschafft hunn -, an de Joren 2014, 2015 an 2016 a Saache Pronosticke maachen, Hypothese maachen, wat eis Recetten zum Schluss vum Joer sinn, muss ech lech soen, all Joers eng Punktlandung gemaach! Also, ech kann lech elo scho soen, fir 2016 gesäit et erëm eng Kéier aus, wéi wa se ganz no beim Projet de budget wäerte leien. Tant mieux! Dat berouegt mech och. An da soen

ech mer: Da kënne se sech dach och fir dat, wat an den nächste Jore geschitt, net komplett geiert hunn.

De toute façon, ech sti voll hannert hinnen. Si hunn dat an der Vergaangenheet gutt gemaach, an ech sinn iwwerzeegt, dass se dat dës Kéier och gutt gemaach hunn.

(*Brouhaha*)

An ech mengen, et ass am Intérêt vun eis alleguerten, dass mer hei keng falsch Ängscht opkomme loosse. Eis Situatioun ass gutt. Et kann een natierlech hyperprudent sinn, wéi d'Lëtzebuurger Zentralbank et ass. Mä et huet kee Wäert, sech selwer domat onroueg ze maachen.

Wann een den Avis vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg liest, wat ech natierlech gemaach hunn, do steet op ganz ville Plazen „ceci est une hypothèse maximale“. Dat ass hiert gutt Recht, eng Hypothèse maximale ze huelen, mä et muss ee jo net onbedéngt an déi Richtung goen. Ech mengen, mir solle Confiance australen, net nëmmen als Regierung, mä och als Land, an eis Administratioun Confiance hunn, well dat hëlleft eis alleguer, et hëlleft och eiser Wirtschaft.

Ass dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Här Minister...

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - ...ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass d'Zäit lech fortgelaf ass.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Schonn?

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Dir sidd bei 33 an eng hallef Minutten, an um Pabeier stinn der 30.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Gutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Also, ech géif lech bieten, dann dee schnelle Gank anzeleeën.

► **Mme Lydie Polfer** (DP). - Ech fannen, datt hien dat ganz gutt erkläert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Wat gelift? Wat sot Der, Madamm Polfer?

► **Mme Lydie Polfer** (DP). - Ech fannen, den Här Minister erkläert dat ganz gutt. D'Leit dobaussen, déi hunn och verdéngt, dat ganz roueg erkläert ze kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Jo, mä d'Chamber huet och e Reglement, Madamm Polfer.

► **Mme Lydie Polfer** (DP). - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Voilà! (*Brouhaha général*)

► **Une voix.** - Hien erkläert et op alle Fall besser wéi den Här Reding!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Ech maache méi séier. Ass dës Steuerreform ambitiéis genuch? Si ass genauso wéi se soll sinn. Si stellt duer, no eiser Rechnungsmethod, 0,7% vun eisem Räichtum. Ech widderhuelen...

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Wann ech gelift op der Regierungsbänk!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(*Brouhaha général*)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Also, wat ass de Käschtepunkt vun dëser Steuerreform? Deen ass 0,7% vun eisem Räichtum. Wann een déi ganz pessimistesche Zifferen, oder aner Methode vun der Zentralbank hält, da wären et och nach 1,4% vun eisem Räichtum. Mir ginn dovunner aus, dass et méi no ass bei 0,7%.

Elo vergläichen ech dat net mat deene Reformen vun 2001 an 2002, déi hei oft zitéiert gi sinn, mä mat deem, wat 2008 an 2009 geschitt ass. 2009 ass eng lineär Upassung gemaach ginn, haaptsächlech, an e puer aner Saachen, an de Käschtepunkt vun där Reform war 1,9% vun eisem Räichtum, also vill méi wéi eis, vill méi!

A wat war 2009 lass? Majo, 2009 hate mer eng negativ Croissance vu 5%. An 2008 war och schonn eng Steuerlicherterung, déi war 0,8% vum PIB, esou ongeféier dat, wat mir elo dës Kéier maachen. An och dat Joer war eng Croissance vu minus 1%. Dat heescht, an där Period si Steuerlicherterunge gemaach ginn an der Héicht vun iwwer enger Milliard, wann ech déi zwéi Joer zesummenzielen.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Wëssentlech a wëllentlech a mam Accord de la Chambre!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Jo, mä et ass awer gemaach ginn. Et ass gemaach ginn zu enger Zäit...

(*Interruption par M. Michel Wolter*)

...wou mer eng Croissance négative haten. Et war och eng ganz speziell Zäit, mir wëssen dat. Et war déi schlëmmste Finanzkris, déi jee war!

Mä ech wëll dat awer hei ënnersträichen, dass mir de Moment an enger besserer Phas sinn. Et geet mir haaptsächlech drëm, ze weisen, well dat net genuch gesot ginn ass, well och vu Verschiddene gesot ginn ass, dass dës Steuerreform - an ech insistéieren net ze vill, wien dat alles gesot huet, net onbedéngt haut hei am Sall, mä och déi Deeg virdrun -, dass déi heite Steuerreform net kompatibel wär mat enger räsonabler Finanzpolitik.

Eh bien, ech soen lech: Dat ass responsabel, well mir dee Sputt hunn, wéi ech virdrun erkläert hunn. Punkt 1.

Punkt 2. Mir hu 4% Croissance. Dat ass also e ganz anert Ëmfeld. An ech mengen, dat muss a Betruecht gezu ginn.

Amendements et motions

Elo kommen ech dann zum leschte Punkt, dat sinn d'Propositionen vun der CSV, woubäi der dräi jo do en évidence gesat gi sinn. Déi éischt war, fir ze soen, dass de Seuil, vun deem un ee Steiere bezuelt, dass dee soll an d'Luucht gesat ginn. Dee Seuil ass haut 11.265 an dee sollt eropgoen op 12.000 Euro.

Ech muss soen, dass ech déi Saach do ganz gutt elo iwwert d'Mëttesstonn considéiert hunn, mä ech hunn dat an all deene Méint considéiert, ob mer dann dee Seuil sollten an d'Luucht setzen. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer dat net géife maachen, well mer justement eng ganz aner Method gebraucht hunn, déi vum Crédit d'impôt salaré, Crédit d'impôt monoparental a Crédit d'impôt pensionné.

Firwat? Well vun 11.265 bis 12.000 eropzegoen, dat kléngt, wéi wann dat eppes Klenges wär - herno kommen ech nach op de Käschtepunkt ze schwätzen -, mä dat si jo genau déi lineär Upassungen, wéi se soss ëmmer gemaach gi sinn. A mir hu jo dës Kéier bewosst eng aner Method gewielt. A si ass also, déi aner Method, am Géigesaz zu där heiter, méi sozial gerecht, erlaabt engem, den Akzent méi an der Mëtt an ënnen ze setzen. An duerfir fanne mir dat Eropsetze vun deem Seuil keng gutt Iddi.

Wat elo de Käschtepunkt ass vu spezifesch där heiter Saach, wann een de Seuil eropsetzt op 12.000 an duerch de ganze Modell lafe léisst...

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Mir loosse et net lafen.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Jo, ech weess, ech kommen dozou. Jo, jo. Ech soen lech elo, mir hunn dat ausgerechent. Ech wollt lech d'Zifferen ginn. Wa mer et duerchlafte loosse, ass et eng Mesure, déi méi wéi 100 Milliounen kascht!

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Mir loosse et net duerchlafen!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Wann een et dann net wëllt duerchlafte loosse, wat och technesch relativ komplizéiert ass, fir dat ze maachen, da kascht et nawell 39 Milliounen. 39 Milliounen, déi jo dann en plus kommen, well ech hat jo haut de Moien och déi Fro gestallt, déi dote Propositionen kënnt jo on top, en supplément vun deene Saachen, déi mir hei proposéiert hunn.

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Här President, därerf ech?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Jo, natierlech.

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Mir hunn net déi Méiglechkeeten, déi Dir hutt mat der Steueradministratioun, well mer net den Detail kennen, wéi d'Leit opgedeelt sinn. Mä ech maachen lech awer eng Rechnung, Här Minister. Ech hunn lech déi och virdrun en marge vun dëser Sitzung gemaach.

Mir hunn, op Base vun deenen Donnéeën, déi jo der Chamber zur Verfügung gestallt ginn, 478.000 Steuerzueler. Dat kënnen der haut e puer weider sinn. Vun deene 478.000 Steuerzueler muss een der 100.000 ofzéien, déi tëscht 0 an 10.000 Euro järelecht versteierbar Akomme hunn. Déi muss ee jo ofzéien, da si mer op 378.000.

An der Tranche vun deenen, déi tëscht 10.000 an 20.000 leien, ginn et der 59.000. Wann een do seet, mir huelen emol nach d'Halschent vun deenen a mir zéien déi of, da komme mer insgesamt op ronn 350.000 Steuerzueler, déi manner Steiere bezuelen, op 735 Euro mol 8%, an dat sinn 58 Euro pro Steuerzueler.

Wann een dann déi 350.000 mat 58 multiplizéiert, da kënnt een op 20,3 Milliounen. An ech weess, dass Der mer en marge gesot hutt, Dir wiert och op deeselwechte Chiffer komm. Do ass emol nach net mat aberechent dat, wat een uewen am Tarif - an dat ass jo eis aner Propos gewiescht -, andeem een d'Steuersätz vun 41% an 42% éischter...

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Déi kommen nach, ech kommen drop.

► **M. Gilles Roth** (CSV). - ...gräifen deet. Ech ginn lech recht, do spuere mer net d'Welt, well dat ass 1%, wou erofgesat gëtt. Mä déi heite Rechnung, dat ass vun 20,3 op 40 oder 39 Milliounen, mengen ech, dass déi net ganz richtig ass.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Jo, Här Roth, ech hat lech en marge gesot, ech hätt déi vereinfacht Rechnung do och gemaach. Mä ech hunn elo d'Administratioun gefrot, si solle mer soen, wat den Impakt ass. An d'Administratioun huet mir gesot: Den Impakt ass 39 Milliounen. Dat ass esou.

Wa mer méi Zäit gehat hätten, dat zesummen ze kucken, dat heescht, wann Är Proposition an der Cofibu gewiescht wier, dann hätt ee jo nach méi Zäit gehat, fir sech domadder ofzeginn. Mä am leschten Ablack esou ass dat e bësse schwéier.

Deen zweeten...

(*Interruption*)

Deen zweeten Aspekt vun Ärer Fro oder vun Ärer Proposition ass jo, 41%, 42% méi fréi spillen ze loosse. Bon, dozou hunn ech eng Remarque, dat ass - an ech wäert och de Coût, och doriwwer wäert ech schwätzen -, also zwou Remarquen.

Dat éischt ass, mir hunn en anere Modell geholl an dat ass e ganze Package, wéi den Här Bodry dat ganz richtig ausgedréckt huet. Mir hunn dee Spëtzeestersaz bewosst méi héich ugesat. A mir hunn dat och gemaach, méi héich ugesat, well mat deem System, dee mir an eiser Steuerreform hunn, ass et esou, dass déi héich Revenuen dës Kéier manner wéi 1% Steuerlicherterung kréien. Manner wéi 1%!

Wann ech dat awer vergläiche mat de Steuerformen vum 2008, 2009 oder 2001 oder 2002, ma do hunn déi Leit duebelstellig Reduktiounen kritt. Dat heiten ass och duerfir, wou ech soen, eng ganz gerecht Steuerreform. An duerfir brauche mir jo och elo net, well mer net op deemselwechte Rasonnement ware wéi Dir, elo déi 41%, 42% méi fréi spillen ze loosse. De Coût oder den... Net de Coût, mä dat, wat dat géif erabrénge, fir erfroezekommen, huet d'Steierverwaltung op 6 bis 7 Milliounen ageschat.

Voilà! Ech hunn elo just erkläert, firwat mir déi do zwou Propositionen net kënnen esou akzeptéieren, well se en fait d'Philosophie vun eiser Steuerreform op de Kapp stellen!

Den drëtte Punkt waren d'„stock options“ an da sinn ech och fäerdeg, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ech géif lech bieten, da vläicht direkt op d'Motioune anzegoen. Dann hutt Der...

(*Interruptions diverses*)

Jo, voilà! Mat den Amendementer a Motioune mateneen, da sidd Der erëm an der Rei mat der Riedezäit.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances.* - Merci. Ech sinn och do ganz séier.

„Stock options“. Dass dës Regierung, an et ass en fait op meng eegen Initiativ, wou mer Enn d'lescht Joer eng Circulaire gemaach hunn, déi freet, dass d'Akteuren um Terrain dës Joer sollen hir „stock option plans“, dass se déi sollen der Steierverwaltung mellen. Ech muss soen, dass ech dat och extraordinaire fonnt hunn, dass ech esou eppes hu misse froen!

Well, wéi ech ugefaangen hunn, hunn ech natierlech Froen iwwert d'„stock options“ gehat. Ech hu gefrot: „Ma wat stellt dat duer?“ Dann hunn ech ëmmer als Äntwert kritt: „Jo, mir wëssen dat net.“ Also hunn ech déi Instruktioun ginn, an déi Zifferen sinn amgaangen, kollektionéiert ze ginn. Deen Exercice ass nach net fäerdeg. Duerfir ass et och verfréit, fir Konklusiounen ze zéien.

Ech wëll drun erënneren, wat d'Zilsetzung war vun deem Regimm, dee vun der viregter Regierung jo agefouert ginn ass: D'Zil war an ass, Talenter aus dem Ausland an Lëtzebuerg unzezéien, eist Land attraktiv ze maachen. An dat ass och zum Deel gelungen. An dat ass haut am Kontext vum Brexit vläicht nach méi wichtig wéi gëschter.



Duerfir proposéieren ech, dass mer sollen ofwaarden, bis mer d'nächst Joer d'Donnéen alleguerten hunn, an dann ze kucken, ob dee Regimm och déi Ziler erreecht, fir déi e geschaaft ginn ass, dat heescht, Talenter aus dem Ausland unzezéien.

A wann dat net de Fall ass, oder wann de System net richtig utiliséiert gëtt oder contoournéiert gëtt, dass een da Mesuren hëlt. Dat war och souwisou d'Intentioun vun der Koalitioun a vun der Regierung. Duerfir hunn ech jo och Enn d'lescht Joer dat an d'Weeër geleet. An duerfir wär et elo verfréit, fir ze décidéieren, wat ee mécht, ob een dat ofschaaft, ob een do eng Phase de transition huet. Ech kann lech just soen, ech komme mat deem Sujet bei d'Regierung an den nächste Méint zrëck, soubal mer d'lwwersiicht hunn.

Als Konklusioun géif ech gäre soen, dass dës Reform responsabel ass. Se kënn am richtige Moment. Se schaaft a stäerkt d'Vertrauen. Se ass gutt fir d'Leit, se ass gutt fir d'Entreprises, se ass exzellent fir d'Lëtzeburger Land!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Merci och fir d'Versteedsmech vun der Chamber, dass mer dat Ganzt matenee konnte maachen an der Äntwert vum Finanzminister, Amendementer, Motiounen.

Da géif ech ejo zu den Ofstëmmungen iwwer goen. Fir d'Éischt komme mer un d'Amendementspropositionen, déi vun dem Här Gilles Roth fir d'CSV abuecht gi sinn, wou ech mengen, dass se explizéiert sinn. Zum éischten Amendement, fir de Fräibetrag, éier d'Steier ugeet, vun 11.000 op 12.000 eropzesetzen, sinn dozou nach Wuertmeldungen?

(**Négation**)

Dat ass net de Fall. Da kënnen mer iwwert deem éischten Amendement vun der CSV ofstëmmen. Déi mam Amendement d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi net mam Amendement d'accord sinn, also fir de Regierungstext sinn, stëmme mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

A si ass och schonn eriwwer, d'Ofstëmmung: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass den Amendement 1 verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da géife mer zum zweeten Amendement kommen, wat de Corollaire ass vum...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - 1A.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den 1A vun deem éischten Amendement. Ech mengen, deem ass och erkläert ginn a betrëfft dann d'Spëtzeiteersätz, déi mei fréi asetzen. Mir stellen also och deem zweeten Amendement vun der CSV, deem och den éischten Artikel betrëfft, zum Vott.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiounen.

Ass gewëncht, d'Abstentioun ze begrënnen?

(**Négation**)

Dat ass geschitt an der Diskussioun. Domat wär deem zweeten Amendement verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Deen drëttan Amendement betrëfft d'steierlech Förderung vun der durabler Mobilitéit, wou de Steuerabattament soll ersat ginn duerch Subventiounen. Här Roth!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President, Dir hutt dat richtig gesot. Deen Amendement ass technesch néideg, well dat sinn déi 5.000 Euro Abattament, déi agefouert ginn, wann een en Elektroauto keeft, respektiv déi 300 Euro, wann een en Elektrovélo keeft.

Vu dass et der CSV hir Approche ass, dass mir soen, jiddweree soll an de Genoss vun esou enger Subventioun kommen, sträiche mer et hei a mir hunn eng aner Motioun, wou mer soen, mir hätten dat gären ersat duerch eng Subsidiation directe, loosse mer soe vun 2.000 Euro - mir hu kee Montant dragesat -, eng Subsidiation directe, dass jiddwer Bierger, egal wat säi steierlecht Akommes ass, an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung ka kommen, wann en een Elektroauto oder een Elektrovélo keeft.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Géif ee se och kréie fir e Vélo ouni Elektro?

(**Hilarité**)

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: Mir hu 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass deem drëttan Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

A mer géifen iwwert den Ensembl vum Gesetz 7020 ofstëmmen. Wie fir dee gesamte Projet ass, stëmmt mat Jo, a wien dergéint ass mat Neen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7020 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(**Interruption**)

D'Regierung stëmmt net mat of.

Dann ass d'Ofstëmmung eriwwer a mer hunn 32-mol Jo an 28-mol Neen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat ass de Projet adoptéiert.

(**Interruptions diverses**)

Normalerweis gëtt de Vott vun der Chamber net kommentéiert vun der Regierung.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech mengen, dat ass scho laang net méi esou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Da géife mer feststellen, dass de Projet adoptéiert ass.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An ech géif d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vott ze froen.

(**Assentiment**)

Jo, ech géif soen, dass et eng liicht Majoritéit ass fir d'Dispens. Merci.

A mer géifen dann zu de Motiounen iwwer goen.

(**Concertation interne**)

Motions

Da géife mer zu de Motiounen iwwergoen. Den Här Roth, den Auteur, huet d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Bon, ech mengen, Här President, et ass net méi vill dozou ze soen. Ech hat de Moien d'Motivatioun explizéiert, firwat dass mir wëllen de Regimm vun den „stock options“ ofgeschaaft hunn, d'Circulaire. Mir hunn elo vun dem Finanzminister héieren, dass hien net bereet ass, dat ze maachen. Dat schéngt dann de Choix vun der Regierung a vun dese Majoritéitsparteien ze sinn.

Mir sinn der Meinung, dass dat e fundamental ongerechte System ass. Et kann net sinn - et kann net sinn! -, dass de Spëtzeverdenger, dee vun deem System hei profitéiert, dass dee 17% Steieren op senger Joresprimm bezilt op engem Montant, deem iwwer 100.000 Euroerausgeet. An et kann net sinn, dass de Beamten, de Salarié, dass deem op sengem 13. Mount, op senger Joresprimm, d'Halschent dovun Steiere bezilt. Dat ass fir eis eng sozial Ongerechtegheet! Et ass e System, deem ass inégal.

An ech fannen och, dass et dem Finanzminister net gutt zu Gesiicht steet, wann en engersäits iwwert d'Transparenz fiscale op internationalem Plang schwätze geet, an heiheem...

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Just den Här Roth huet d'Wuert. En huet fënnf Minutten Zäit, fir d'Motioun ze erklären. Also, wann ech gelift!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass de Finanzminister engersäits op internationalem Plang d'Transparenz fiscale wëllt ënnersträichen, wat mer ënnerstëtzen, an dass e fir déi Transparenz fiscale hei zu Lëtzebuerg net suergt. Hien ass amgaangen, dat huet e selwer gesot, zënter engem Joer, zënter Dezember 2015, fir d'Donnéen eranzehuelen. Mir sinn der Meinung, dass et no engem Joer Zäit ass, fir déi Donnéen eranzehuelen. D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem...

(**Interruptions diverses**)

D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem System lass ass. An de Bierger dobaussen, dee muss géint Loun a Gehalt schaffe goen,...

(**Brouhaha général**)

...dee muss d'Suen dem Stat ofginn. Dee verdréit déi Ongerechtegheet net!

(**Interruptions diverses**)

► **Une voix.** - Si hunn dat dach agefouert!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! D'Kollegen, déi eppes ze soen hunn, maachen et wéi den Här Bodry a si froe sech d'Wuert.

(**Brouhaha**)

Den Här Bodry huet d'Wuert an dann den Här Berger.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also, ech wollt mech net zu deem ganze Punkt zu Wuert mellen, mä weinst där gespillten Entrüstung vum Här Roth, deem elo plötzlech deem dote System entdeckt, wou en awer misst wëssen an anere Fonctiounen, déi en hat - hie war jo ee Moment kuerz Zäit Fraktiounspresident vun der CSV an deem Haus -, dass an der viregter Koalitioun dat doten e groussen Diskussiounspunkt war, net nëmmen eng Kéier, mä e puermol, an dass sengerzäit mat der CSV un en Ofschaf vum deem System net ze denke war.

► **Plusieurs voix.** - Aha!

(**Applaudissement**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An dass no laangen Diskussiounen - no laangen Diskussiounen! - schlussendlech en Accord fonnt gi war, fir vu 7,5% op 17% Besteuerung eropzuegoen. Mir hate mei wéi dat Duebelt gefrot als LSAP an den interne Koalitiounsverhandlungen, wëll ech dozou soen.

Ech wonnere mech: D'CSV ass um Ursprung vun deem ganze System.

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et ass een CSV-Finanzminister, deem derfir gesuergt huet, dass ab dem Joer 2002 déi Circulaire komm ass, déi iwwerhaapt dee System do hei zu Lëtzebuerg agefouert huet. Et sinn CSV-Finanzministere gewiescht, déi refuséiert hunn - déizäit, wéi se d'Soen haten, hätte se et kënnen mat engem Fiederstréch maachen -, fundamental deem dote System a Fro ze stellen.

An elo geet dës Regierung hin a probéiert emol Uerdnung an dat Ganzt eranzubringen. Si probéiert dat ze maachen, wat den Här Frieden hätt missen iwwer Circulaire scho laang initiéieren, emol d'Donnéen ze kréien - well et gëtt jo ëmmer hei spekuléiert, wéi grouss dee Phenomeen do ass -, emol d'Donnéen ze kréie vun de Betriber selwer, fir dass gewosst ass: Wat gëtt et vun neie Systemer, wat sinn déi besteeënd Systemer, déi nach lafen?

An opgrond vun deem wäert dës Koalitioun eng Décisioun huelen. A fir d'LSAP ass et ganz kloer, wa sech dat bestätegt, wat eenzel Leit haapt hunn, dass do wierklech Abuse gedriwwen gi sinn, dass deem heite System wäit iwwert dat Zil erausgeschoss wier, wat en ursprénglech hat, da wäerte mir dee System do reforméieren. Do kënn Der Géit drop huelen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Berger.

► **Une voix.** - ...och nach beim OGB-L Äre Rot...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech...

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hei, wann ech gelift! Wann ech gelift, nach e bësse Gedold. Mir hunn déi Diskussioun iwwer e ganz wichtegt Gesetz bis elo an engem ganz gudden Klima eriwwerbruecht. Da lauschtert wann ech gelift dem Här Berger no!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Jo, ech sinn och e bëssen erstaunt, dass den Här Roth elo fënn, dass een hätt kënnen an deene leschte sechs oder acht Méint - wou de Meritt awer hei beim jëtzege Finanzminister läit, fir deem Dossier op de Leescht ze huelen -, dass also do elo scho sollen Zuele virleien.

A wéi mer elo grad héieren hunn, dass jo eigentlech schonn awer d'Geleeënheet do war bei de viregte Finanzministere, fir dat ze maachen, respektiv dass se déi 14 oder wéi vill lescht Joren eigentlech do d'Geleeënheet hatten, vill Zäit haten, fir dat ze analyséieren an eventuell ze abrogéieren, da sollte mer eis also elo déi puer Wochen oder Méint ginn, fir dat a Rou fäerdeg ze maachen. Dann hu mer all d'Zuelen um Dësch an da wäerte mer sécherlech, dat ass vum Minister gesot ginn, dass och vun de Koalitiounspartner hei gesot ginn,



wäerte mer da sécherlech déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

An duerfir, mengen ech, an deem Sënn: Kommt, mir huelen eis nach déi kleng Zäit an da wäerte mer de Bilan maachen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert dëse Moment als een, deen an den Diskussiounen 2012 derbäi war an dee sech och nach un 2002 kann erënnere an deen elo grad just de Finanzminister héieren huet, wéi esou oft, leider nëmmen den hallwe Saz soen. Well de System, wéi en 2002 agefouert ginn ass a wéi en 2012 verschäerft ginn ass, ass net e System gewiescht, fir eng Incitatioun ze bréngen, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen, mä et war eng Incitatioun, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen an duerno, an deene Joren duerno, um Wäertzouwuess vun hirem Betrieb sech kënnen ze bedeelegen.

Et war also ganz kloer eng Measure, déi keng Measure war um Niveau vum Revenu, mä et war eng Measure um Niveau vu Betriber, déi op Lëtzebuerg sollte kommen, déi sech hei zu Lëtzebuerg sollten etabléieren, a wou deejéinegen, deen dann op Lëtzebuerg sech physesch transferéiert huet mat sengem Betrieb a mat sengem Know-how, sollt no enger gewëssener Zäit, an deemools ass vu fënnef Joer, siwe Joer, néng Joer geschwat ginn, sollt also um Zouwuess vum Wäert vum Betrieb insofern bedeelegt ginn, dass en eng Steuer géif bezuelen, déi manner héich wär wéi den Impôt sur le revenu.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech wëll dat wierklech soen, well hei Jenni a Menni matdiskutéiert...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, jo. Ech hu just d'Impressioun, Här President, dass zwar all Mënsch dat dote weess, just dass an där leschter hallwer Stonn ausser mir keen dat doten esou erkläert huet.

(Interruptions diverses)

Neen, Dir wësst alles. Jo, jo. Ech kommen also, Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wolter, erkläert Dir weider!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Entschëllegt, Här President, ech kommen dann erop.

► **Une voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Andeem ech dem Här Ekonomiesminister Merci soe fir déi désobligeant Remarque, déi en elo gemaach huet. Jo, jo, gratis. Merci, Här Wirtschaftsminister.

Et muss ee sech also d'Froe stellen, déi mer eis 2012 gestallt hunn - och dat hätt den Här Bodry roueg kënnen soen -, jo, well mir hunn eis 2012 zesummegesat a mir hunn eis d'Fro gestallt, ob de System, deen 2002... An zu deem System stinn ech haut nach!

Ech stinn zu deem System och haut, dass, wann s de Leit hues, déi op Lëtzebuerg kommen, déi Betriber bréngen, déi näischt wäert sinn - näischt ass net pejorativ -, mä an deem Moment nach näischt wäert sinn an déi duerch hir Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg e Wäertzouwuess kréien, déi Leit astellen, wou Steiere bezuelt ginn, an et kënnert herno zu enger Resolution oder zu engem Weiderverkauf, wéi och ëmmer, vum Betrieb, dass een deenen um Niveau vun de Steieren d'Méiglechkeet gëtt - fir Lëtzebuerg attraktiv ze maachen -, soen ech lech, geschitt weltwäit. Weltwäit!

► **Une voix.**- Mä Dir...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Et ass de System, entschëllegt, et ass de System vum Silicon Valley eigentlech kopéiert, do stinn ech dozou. Mä dass et eng Measure ginn ass, wou entretemps no sechs Méint d'Leit - no sechs Méint! -, d'Leit, opgrond vun enger Circulaire, hir Pai sech modelliséieren, fannen ech net méi normal. Dat hunn ech 2012 schonn net méi normal fonnt.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo! An dunn ass et vu 7% op 17% an d'Luucht gaangen, hutt Der selwer gesot. Also, et ass eng éischt Korrektur komm.

Sot also net, et wär 14, 16, 20 Joer näischt geschitt. Et ass 2012 eppes geschitt. A mir sinn der Meinung...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech hu guer net gesot...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, neen! Ech hu par rapport zu Leit rasonéiert, déi hei gesot hunn: „Dir hat 15, 16 Joer Zäit, fir et ze maachen.“ Mir hunn...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Dat hunn ech net gesot.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Mir hunn 2012 - Här Bodry, do si mir zwee eis eens, et ware véier Leit derbäi, déi dat diskutéiert hunn -, mir hunn 2012 gesot, mir änneren dat, andeem mer zumindest elo emol eropginn op 17% an da kucke mer. Or, elo si mer véier Joer hannendrun (veuillez lire: duerno/méi spéit).

A wann ech awer matkréien am Circuit, ganz éierlech, dass domadder hauséiert gëtt, dass Études d'avocats hire Betribssystem änneren, dass déi sech als Gesellschaften constituéieren, fir dass d'Leit no sechs Méint kënnen e gudden Deel vun hirem Pai - bis zu zwee Drëttel vun hirem Pai, gëtt mer gesot - iwwert deen heite System ofsetzen, an nach en Drëttel vum System eigentlech iwwer eng normal Pai, dass de fixen Deel vun der Pai a gewëssene Banken nach en Drëttel oder e Véierel vum System ausmécht, an deen heite System eigentlech dräi Véierels vun der Pai ausmécht, da kënnert Der de Spëtze-steiersaz op 60% setzen.

Wann 80% vun deene Leit, ëm déi et geet, eigentlech op deem Deel, wou se sollten 42% an 43% Steiere bezuelen, nëmme 17% Steiere bezuelen, fannen ech perséinlech dat, an elo kënnert Der honnertmol jäizen, fannen ech dat onmoralesch!

► **Plusieurs voix.**- Dir net eleng!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech fannen et ongerecht an ech sinn net deen Eenzege, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Net momentan elo. Dir...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech si wierklech net deen Eenzege. Ech soe just, an ech sinn och nach domadder d'accord, dass den Här Finanzminister nach e Joer brauch...

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Selbstverständlech!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Mä et kann net sinn - et kann net sinn! -, a wa mer eis dorüwer eens sinn, dann ass alles an der Rei.

(Brouhaha général)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat konnt och scho viru véier Joer net sinn!

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Ass dat elo dem Här Wolter seng Meinung eleng, oder wéi?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, mir hunn am Moment eng Motioun virleien...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat hei ass kee Vott iwwert d'Vergaangenheet, dat hei ass e Vott iwwert d'Zukunft!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir hunn eng Motioun virleien, wou d'Chamber sech net schéngt eens ze sinn. Mä beim Prinzip schéngt se sech awer vill méi no ze kommen. Ech géif duerfir proposéieren, dass mer elo emol iwwert déi Motioun ofstëmmen an da kucken, wéi mer Eenegkeet kënnen fannen, fir Saachen ze verhënnere, wou jiddweree schéngt der Meinung ze sinn, dass déi net an der Rei sinn.

Voilà! Da géife mer elo emol iwwert d'Motioun 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Dir sidd méi séier wéi ech. D'Ofstëmmung ass amgaangen. Elo sti mer bei 59. Kréie mer nach dee 60ten? Jo, mir hunn en.

Also 60-mol ofgestëmmt: 28-mol Jo, 32-mol Neen. An ni ware mer esou no beieneen.

Voilà! Dat gesot, ass d'Motioun 1 awer trotzdeem ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mer géife bei déi zweet Motioun kommen, déi de Corollaire ass vum Amendement, wann ee kee Steuerabatement gëtt fir d'Mobilité douce oder durable, da wëllt een dat ersetzen duerch eng direkt Subventionéierung. Dat ass den Enjeu vun der Motioun.

Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net, mat Neen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Wëllt een d'Abstentioun motivéieren.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert d'Steierreform ukomm an ech soen lech alleguer Merci fir déi gutt an intensiv Diskussiounen an och fir déi responsabel Aart a Weis, wéi mer iwwer large Strecke mateneen eens gi sinn.

Kolleegen, et ass net esou oft, wou mer hei an eisem Parlament op Englesch eriwuerwieselen.

3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro

Dear colleagues, I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency...

Wann ech gelift, Kolleegen, bleibt heibannen oder gitt eraus!

► **Une voix.**- Très bien!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency Mr Ivan Brajović, speaker of the parliament of the Republic of Montenegro, and his Excellency...

(Applaudissement)

...Mr Ambassador Vladimir Radulović as well as their delegation.

Montenegro is a young republic with approximately the same population as Luxembourg, with a little bit more inhabitants. They are about 600.000 souls, and former Montenegrin countrymen represent a strong community of more or less 8.000 people in Luxembourg.

Dear speaker, you have come to our parliament to assist the debate and the vote concerning the accession of Montenegro to the NATO. Your presence, dear colleague, underlines the importance your country attaches to this agreement and to possible future agreements with the European Union. We understand your interest because your country has been struck some 20 years ago by a civil war. So it's important for us, who have been lucky not to be liv-

ing in a war situation for almost 80 years, to learn from your experience and to tell our younger people that peace is not given, but we have to fight for it every day and to make all efforts to cease war in each part of the world.

Thank you for coming.

And now the floor is um Claudia Dall'Agnol, fir de Rapport zum Projet de loi 7029 iwwert de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO ze realiséieren. Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Thank you, Mr Chairman. Här President, léif Invitéen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President huet dat a senger Einleitung richteg gesot: Bei dësem Projet geet et ëm de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO.

Ech wollt lech e puer Wuert zur NATO-Erweiderung soen. Dir wësst, dass bei der NATO de Prinzip vun der Ouverture e fundamentaalt Element ass aus dem Traité vu Washington, dem Grënnungstraité vun der NATO also. Sain Artikel 10, dee seet, an ech zitéieren deen elo: «Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie au traité.» Enn vum Zitat.

Am Dezember 2015 ass duerch eng gemeinsamen Deklaratioun vun den Ausseministèren dëse Prinzip nach eemol réaffirméiert ginn. Dat ass dann elo déi siwente Kéier, wou d'Zuel vun den NATO-Memberlänner méi grouss gëtt.

No der Grënnung vun 1949 ass se déi éischte Kéier erweidert ginn 1952, wou Griichenland an d'Türkei bäigetritt sinn, 1955 d'Bundesrepublik Däitschland, 1982 Spuenien, 1999 déi Tschechesch Republik, Ungarn a Polen, 2004 Bulgarien, Estland, Lettland, Litauen, Rumänien, Slowenien an d'Slowakei. An zu gudder Lescht sinn 2009 nach Albanien a Kroatien derbäi komm. Mir sinn also elo zu 28 an der NATO. A wa Montenegro bis Member ass, da si mer natierlech zu 29.

D'NATO-Erweiderung vu Montenegro schreift sech an en eng Stabiliséierungspolitik um Balkan. D'Perspektiv vun engem NATO-Bäitrëtt an de Wëllen och vum Kandidateland, sech der euro-atlantescher Communautéit unzeschleissen, huet et dësem Land erlaabt, seng demokratesch, politesch, ekonomesch an och militäresch Reformen ze accélérieren a se och ze konsolidéieren.

Et ass vläicht och nach wichteg ze erwänen, dass dës Länner och derfir musse suergen, dass den Traitement vun hire Minoritéiten den Direktive vun der OSCE ugepasst ass.

Säit 1999, nom NATO-Sommet zu Washington, gëtt et och ee sougenannte MAP. MAP steet fir „membership action plan“. Dat ass e Programm vu Berodung, wat d'Assistance technique ugeet, mam Objektiv, d'Kandidatelänner op eng eventuell Adhésion virzubereeden. Dëst ass awer elo net eng einfach Oplëschtung vu Bedéngungen, déi ze erfëlle sinn, mä et ass e Prozess, fir dass d'Länner eben hir Ziler, déi se am Plang hunn, och kënnen erreechen. Esou e MAP gesäit och kee fixen Délai vir, fir de Lancement vu Pourparleren, wat d'Adhésion dann ubelaangt, an e MAP ass och keng Garantie fir eng Adhésion.

Éier e Land awer iwwerhaupt invitéiert gëtt, fir esou e MAP, esou en „membership action plan“ ze maachen, gëtt et nach eng ganz Rëtsch aner Relatiounen a Programmer, déi d'NATO offréiert, wéi zum Beispill den „partnership for peace“, wou d'Länner hir Interopérabilitéit an hiert Wëssen iwwert d'NATO léieren an och hiert Wëssen iwwert d'NATO verbessert gëtt.

Am MAP kënnert et dann zu de regelrechte Reforme vun den Arméien, zum Renouveau vun hiren Équipement an och zu der Adaptatioun vun den Doktrinne vun hiren Arméien. De MAP gëtt individuell fir all Land erstallt an enthält och Reformen, déi iwwert de rengen militäreschen Aspekt erausginn, zum Beispill och de juristesche Volet betreffen. Montenegro ass